Observatoire Jeunes et Société

Numéro sous la direction de
María Eugenia Longo
et
Nicole Gallant

BULLETIN D'INFORMATION
Vol. 13, no 2,
automne 2016

Les jeunes ni en emploi, ni aux études, ni en formation (NEEF).

Questions sur une catégorie de politiques publiques

MARÍA EUGENIA LONGO ET NICOLE GALLANT
Professeures, INRS

La catégorie des jeunes ni en emploi, ni aux études, ni en formation (*NEEF* en français, *NEET* en anglais, ou *NINI* en espagnol) émerge à la fin du XX siècle, malgré un contexte où, au même moment, a) la période de la jeunesse s'allonge par rapport aux transitions balisées de jadis, b) les politiques d'apprentissage tout au long de la vie étalent le temps de la formation, c) l'insertion professionnelle instable dissipe le rêve de faire carrière, et d) les parcours de vie sont de plus en plus diversifiés et différenciés. Née au Royaume-Uni, cette catégorie se diffuse rapidement, comme en témoigne son usage dans les politiques publiques nationales (Marshal, 2012) ou internationales (OCDE, 2008). Elle s'étend également à d'autres tranches d'âge, pour inclure les jeunes adultes jusqu'à la trentaine et elle s'élargit pour concerner une population vaste et hétérogène : les jeunes consacrés au travail domestique ou à des activités non marchandes, les travailleurs non disponibles en raison de problèmes de santé, les voyageurs, les « découragés » par la précarité de l'emploi ou par des difficultés de formation. Certes, cette catégorie (statistique, vague, synchronique) vise à rendre compte des problèmes effectifs d'insertion dans l'emploi, de décrochage scolaire ou d'exclusion sociale, qui mettent en lumière des ensembles de jeunes qui se retrouvent en marge des institutions sociales et dont on observe avec inquiétude leur croissance statistique, mais les textes rassemblés dans ce bulletin montrent qu'elle peine à y arriver.

Ce numéro du bulletin de l'*Observatoire Jeunes et Société* (OJS) se consacre à cette catégorie de jeunes, d'une part, pour discuter de sa complexité et de sa précision analytique et, d'autre part, pour réfléchir aux situations de diverses sous-populations qu'elle englobe. Les réflexions proposées ici sont principalement issues d'une Journée d'études autour de la question, organisée par l'OJS en novembre 2015 dans la série *Le point sur des enjeux de société d'actualité*. Lors de cette journée, nous avons essayé de répondre à différentes questions que la catégorie

ONT CONTRIBUÉ À CE NUMÉRO…

María Eugenia Longo et Nicole Gallant 1
Mircea Vultur 2
Sylvain Bourdon et Rachel Bélisle 4
Madeleine Gauthier 6
Eddy Supeno 7
Marco Alberio 9
Christine Guégnard, Jean-François Giret, Olivier Joseph et Jake Murdoch 11
Patricia Loncle 12
Claudia Jacinto 14
Jacques Hamel 16
Cécile Van de Velde 18
Daniel Mercure 20
María Eugenia Longo et Nicole Gallant 21

des jeunes NEEF soulève : Qui sont ces jeunes et quelles caractéristiques ont leurs parcours? Quels sous-ensembles de jeunes ou quels aspects devraient être ciblés ou priorisés par les programmes portant sur la jeunesse ? Quels ont leurs besoins spécifiques ? Peut-on rassembler dans une même catégorie des populations aussi hétérogènes ? Y a-t-il des points communs entre les jeunes exclus et en difficulté d'insertion et les jeunes actifs qui résistent au système d'insertion précaire ou qui s'engagent dans des projets de vie individuel ou collectifs alternatifs? Comment la non-participation dans l'emploi ou dans la formation en vient-elle à être automatiquement considérée comme une source de vulnérabilité ?

Loin de l'ambition de répondre exhaustivement à toutes ces questions, les textes qui suivent s'approprient pourtant la catégorie pour la brasser à l'aune a) des décalages entre les réalités vécues par les jeunes et leur accompagnement par les institutions sociales et divers dispositifs de soutien (Vultur; Bourdon et Belisle); b) des conséquences de la stigmatisation des catégorisations abstraites et désincarnées sur le long terme des parcours de vie (Gauthier); c) des besoins spécifiques de formation et d'emploi pour des sous-ensembles de jeunes ayant des ressources et des contraintes structurales variées pour construire leur trajectoire (Supeno; Alberio; Guégnard et *al*.); d) des dérives des politiques publiques visant la jeunesse qui s'appuient sur des hypothèses ne rendant pas justice à la diversité des valeurs et situations des jeunes (Loncle; Jacinto); et e) des enjeux que pose l'intégration sociale des nouvelles générations soumisses à l'injonction du choix, injonction qui s'avère ambivalente dans un cadre précaire et instable (Hamel; Mercure; Van de Velde). En conclusion, Longo et Gallant reviennent sur les ambivalences de la catégorie, ainsi que quelques-uns des enjeux qu'elle soulève en ce qui a trait aux représentations sociales de la jeunesse et des jeunes.

Ainsi, l'imprécision conceptuelle de cette catégorie devient une occasion pour approfondir le débat – à partir de régions, spatialités, temporalités et situations singulières – autour de la compréhension et des outils pour l'intervention auprès des jeunes ayant différents degrés de vulnérabilité à l'égard du système d'emploi et de formation, voire des jeunes qui remettent en cause, délibérément ou involontairement, ces systèmes ambivalents par lesquels la société attend qu'ils s'intègrent.

Références

OCDE. (2008). *Perspectives de l'emploi 2008*, Paris, 508 p.

Marshall, K. (2012). « Les jeunes qui ne sont ni étudiants ni employés », *L'emploi et le revenu en perspective*, 24 (2), 17.

Les NEETs, ces « casse-têtes » des politiques sociales

MIRCEA VULTUR
Professeur, INRS

Les NEETs (young people who are not in education, employment or training) constituent une catégorie statistique qui comprend les jeunes d'un certain groupe d'âge (16-24 en Grande Bretagne, par exemple, et 15-29 au Québec) qui n'ont pas d'emploi et n'ont suivi aucune forme de scolarité ou de formation dans les quatre semaines qui précèdent les enquêtes statistiques. Au Québec, ils représentent environ 13% de l'ensemble des 15-29 ans (18% en Grande Bretagne) et constituent, en même temps, un résultat et une caractéristique des transitions actuelles des jeunes vers le marché du travail.

L'intérêt pour les NEETs, remarqué autant au Québec (ISQ, 2014) qu'en Europe (Eurofound, 2012), se justifie par le fait que cette catégorie de jeunes constitue un indicateur des failles importantes de la transition de l'école vers le marché du travail. La sortie des jeunes en dehors du marché du travail est le signe de la complexification de cette transition (Roberts, 2009) qui mène à des situations de sous-emploi chroniques ou d'exclusion sociale, avec toutes ses conséquences subséquentes. Les NEETs constituent ainsi un « baromètre » du désengagement des jeunes du marché du travail et de la société en général.

Comment, dans ces conditions, penser les politiques sociales envers cette catégorie de jeunes ? Comment peuvent-ils être introduits dans la configuration des mesures d'employabilité ? La réponse à ces questions n'est pas facile pour les décideurs, et cela, en raison de trois facteurs.

Premièrement, les politiques se heurtent à l'hétérogénéité des NEETs. La littérature européenne sur les NEETs (Furlong, 2006 ; Yates et *al.,* 2010) et diverses enquêtes que j'ai menées au Québec (Vultur, 2009 ; 2016) montrent que certains jeunes sont devenus des NEETs parce qu'ils restent à la maison pour prendre soin de leurs parents malades ou sont incapables de travailler. D'autres ont un niveau de scolarité faible qui le prédispose à la sortie du marché de la formation et de l'emploi ou ont été confrontés à des expériences scolaires négatives et à des périodes de délinquance et de consommation de drogues. D'autres n'ont pas de projets professionnels et manquent de confiance en eux-mêmes. Certains subissent des discriminations récurrentes lors des processus de recrutement, ce qui, souvent, les décourage à élaborer et poursuivre des projets de carrière. Faiblement informés sur les possibilités d'emploi, ils manquent de soutien familial. Tous ces

NEETs font donc face à une série cumulative de désavantages. Leurs expériences sont complexes et les mesures d'employabilité ne peuvent pas les aborder en bloc, mais en sous-catégories multiples et variables. Enfin, dans beaucoup de cas, les NEETs ont également une vision différente de ce que représente l'accomplissement personnel dans la vie ; pour eux, cet accomplissement ne passe pas nécessairement par l'éducation et le travail. Ils choisissent de leur propre arbitre de ne pas travailler pour pouvoir « vivre leur vie » ou se dédier à une vocation artistique, ce qui les rend imperméables aux politiques qui les concernent.

En deuxième lieu, dans la configuration des politiques, les NEETs apparaissent comme un problème dont la solution se situe au niveau individuel. Ils sont considérés comme des jeunes « à intégrer » en emploi sans toutefois tenir compte des caractéristiques du marché du travail qui n'offre que de faibles opportunités d'emplois de bonne qualité. Dans les conditions où le marché du travail offre un grand nombre d'emplois mal payés (au Québec un emploi sur quatre est mal payé), de mauvaises conditions d'exercice de l'activité productive et une faible protection sociale, la motivation de travailler des jeunes est fortement réduite. Le problème n'est pas exclusivement du côté de l'individu, de ses caractéristiques ou de ses compétences qui ne correspondent pas aux emplois, mais du côté des formes inadéquates de régulation du marché du travail. Comme le constate Roberts (2009: 365), *"[y]outh labour market imbalances are not due to a poverty of ambition. Young people today are excessively ambitious relative to the jobs that the economy offers. There is an overall shortage of jobs, not least good jobs. These are the plain facts about current opportunity structures that need to be addressed, not young people making the wrong choices".* Les jeunes diplômés universitaires détenant de qualifications élevées qui ont de fortes attentes par rapport à l'emploi sont particulièrement visés par ce problème.

Lorsqu'ils ne trouvent pas d'emploi correspondant à leurs attentes, ils deviennent des NEETs sur un marché du travail caractérisé par une tension forte entre les aspirations de jeunes diplômés et les réalités effectives qui, dans beaucoup de cas, ne leur offrent pas de possibilités de réalisation. Le rehaussement des compétences prévues par les politiques pour sortir les jeunes de leur position de NEETs est, dans leur cas, inadéquate.

> « L'actuelle génération de jeunes est caractérisée par des transitions rapides, irrégulières et chaotiques et change très souvent de statut. »

En troisième lieu, la définition même de la catégorie de NEETs pose problème parce qu'elle ne permet pas aux politiques publiques de bien cerner cette catégorie de jeunes. Les NEETs apparaissent comme une catégorie statique incapable de rendre compte du flux des entrées et des sorties, qui est très dynamique. Or, l'actuelle génération de jeunes est caractérisée par des transitions rapides, irrégulières et chaotiques et change très souvent de statut. De même, les valeurs au travail de certains jeunes ne sont pas celles qui dominent la mise en place des politiques publiques comme l'emploi permanent ou le salaire. Ils cherchent la réalisation personnelle dans d'autres sphères de la vie et ne considèrent pas toujours le travail comme une valeur importante. D'ailleurs des études faites en Grande Bretagne (Barham et *al.,* 2009), révèlent que 5% des NEETs n'ont pas du tout l'intention de travailler. Comment, dans ces conditions, mettre en place des politiques à leur égard ? La réponse, dans ce cas, n'est évidemment pas institutionnelle.

Références

Barham, C., Walling, A., Clancy, G., Hicks, S., and Conn, S. (2009). « Young People and the Labour Market», *Economic and Labour Market Review,* 3 (4), 17–29.

Eurofound. (2012). *NEETS: Young People Not in Employment, Education or Training: Characteristics, Costs and Policy Responses in Europe*. Luxembourg : Publications Office of the European Union.

ISQ (2014), *Regard statistique sur la jeunesse*, Québec.

MacDonald, R. (2011). «Youth transition unemployement and underemployement. Plus ça change, plus c'est la même chose ?», *Journal of Sociology*, 47 (4), 427-444.

Roberts, K. (2009). «Opportunity Structures Then and Now», *Journal of Education and Work* 22 (5), 355–368.

Yates, S., Harris, A., Sabates, R. and Staff, J. (2010). «Early Occupational Aspirations and Fractured Transitions: A Study of Entry into NEET Status in the UK», *Journal of Social Policy,* 1 (1), 1–22.

Vultur, M. (2009). « Les jeunes qui abandonnent les études secondaires ou collégiales : rapport à l'école et aux programmes d'aide à l'insertion socioprofessionnelle », *Revue des sciences de l'éducation*, 35 (1), 55-68.

Vultur, M. (2016). « Les stratégies professionnelles des jeunes Québécois, salariés d'agence de travail temporaire » dans C. Meilland et F. Sarfati (dir.), *Accompagner vers l'emploi. Quand les dispositifs se mettent en action* (pp. 225-238). Paris, Éditions Peter Lang.

Jeunes sans emploi et sans diplôme, aspirations scolaires et besoins de soutien

SYLVAIN BOURDON ET RACHEL BÉLISLE
Professeurs, Université de Sherbrooke

Depuis quelques années, les pouvoirs publics de plusieurs pays industrialisés se sont inquiétés d'un segment particulier de leur population jeune, statutairement enregistrée comme inactive dans les sphères de la formation et du travail : les jeunes ni en emploi, ni aux études, ni en formation (NEEF). Un survol de la littérature, tant scientifique que gouvernementale, à cet égard, nous apprend que l'inquiétude suscitée autour de cette désignation est essentiellement campée dans une lecture ancrée dans les théories néoclassiques du capital humain, qui postulent qu'une personne qui n'est pas au travail ou en formation est privée d'occasions d'accumuler le capital humain nécessaire à s'insérer de manière productive dans la société, accroissant ainsi rapidement ses risques d'exclusion.

L'émergence de cette catégorie a suscité des études et enquêtes diverses qui sont venues nuancer ces postulats, en montrant notamment qu'on peut distinguer plusieurs sous-catégories de jeunes NEEF, dont certaines composées de jeunes scolairement très bien dotés qui choisissent de réaliser, pour un temps circonscrit ou non, des projets ou activités en-dehors de l'emploi et de la formation scolaire, comme des voyages ou d'autres projets (Marshall, 2012). Ces constats remettent donc en cause deux aspects de cette catégorisation, soit, d'une part, sa définition statutaire et statique, alors qu'il s'agit plutôt, dans certains cas, d'une situation temporaire appelée à changer à plus ou moins brève échéance, et, d'autre part, l'existence de jeunes NEEF plus vulnérables que d'autres du point de vue des risques de marginalisation, voire d'exclusion sociale.

C'est ce second aspect que nous voulons approfondir en explorant la situation des jeunes NEEF sans diplôme. Ceux-ci constituent un groupe particulièrement vulnérable, le diplôme terminal du secondaire, au Québec le Diplôme d'études secondaires (DES) ou le Diplôme d'études professionnelles (DEP), constituant un facteur clé de l'insertion sociale et professionnelle. On sait qu'au Québec, comme dans l'ensemble des pays développés, l'absence de diplôme, particulièrement chez les plus jeunes, est associée à davantage de précarité en emploi, à des emplois peu rémunérés, à davantage de situations à risque et de problèmes de santé (Statistique Canada, 2003). Et le retour en formation des jeunes ayant interrompu leur scolarité avant d'obtenir un diplôme est semée d'embûches. En 2001, plus du tiers (36 %) des 16-24 ans ayant interrompu leurs études sans premier diplôme n'était pas rejoint par l'éducation des adultes (MEQ, 2004). Parmi celles et ceux qui effectuent un retour en scolarisation, entre le quart et le tiers interrompent à nouveau sans avoir obtenu un premier diplôme (Ibid).

Face aux constats des difficultés éprouvées par de nombreux adultes à trouver et poursuivre leur chemin vers un premier diplôme, une recherche a été financée par le FRQSC, le MELS et le MESS dans le cadre du programme des Actions concertées (Bélisle et Bourdon, 2015) pour cerner les besoins d'orientation des adultes québécois sans diplôme. Dans le cadre de cette recherche, une enquête par sondage téléphonique a permis d'interroger un échantillon représentatif de 450 adultes sans diplôme de 18 à 64 ans. De cet échantillon, 28 répondants sont âgés de 18 à 34 ans et ne sont ni en emploi ni aux études[1]. Malgré la taille limitée de ce sous-échantillon, celui-ci a l'avantage d'être tiré d'une enquête populationnelle représentative de l'ensemble des adultes québécois sans diplôme.

On constate d'abord que, parmi ces 28 jeunes, 26 ont envisagé un retour aux études au cours des cinq années précédant l'enquête ou depuis leur dernière interruption (Tableau 1). Cette proportion apparaît d'autant plus élevée lorsqu'on considère que, dans l'ensemble de la population des non diplômés, cette proportion s'élève à 60%. Les raisons associées au développement du capital humain (compétences pour l'emploi; diplôme reconnu) constituent les principaux moteurs de ces retours, mais le désir de développer des compétences pour soi ou sa famille sont aussi très présentes. Les occasions de socialisation offertes par la participation à la formation sont moins attractives, mais rejoignent tout de même la moitié des jeunes.

Tableau 1. Jeunes sans emploi et sans diplôme ayant envisagé un retour aux études au cours des cinq dernières années ou depuis la dernière interruption (N=28)

A envisagé un retour	26
Raison du retour envisagé	
Développer compétences pour l'emploi	22
Développer compétences pour soi ou famille	19
Pour rencontres ou socialisation	14
Pour obtenir un diplôme reconnu	22

Lorsqu'on leur demande quel type de diplôme ils souhaiteraient obtenir un jour, seulement deux des jeunes (les mêmes n'ayant pas envisagé retourner en formation) répondent n'en vouloir aucun. Parmi les autres, 7 souhaitent obtenir un DES, 10 un DEP et 9 un diplôme postsecondaire. Les aspirations scolaires tendent donc majoritairement vers un diplôme du secondaire, avec une légère préférence pour la formation professionnelle, qui peut apparaître plus concrètement arrimée au marché du travail.

> « On sait que l'absence de diplôme, particulièrement chez les plus jeunes, est associée à davantage de précarité en emploi, à des emplois peu rémunérés, à davantage de situations à risque et de problèmes de santé. »

Ces jeunes ne sont donc pas désabusés ou dénués d'aspirations, contrairement à ce que peuvent le supposer certaines préoccupations à leur endroit. Pour concrétiser ces aspirations, ils ont toutefois d'importants besoins en soutien, et notamment dans le domaine de l'orientation. On constate au Tableau 2 que peu de jeunes affirment avoir reçu des services d'orientation au cours des cinq dernières années, mais qu'ils sont très nombreux à en souhaiter. Ces services souhaités touchent toute la gamme des services d'orientation disponibles, et au premier chef la connaissance des formations offertes et l'aide pour s'orienter ou se réorienter. On peut constater l'ampleur des besoins de ces jeunes lorsqu'on fait le cumul des types de services souhaités : 22 souhaitent recevoir des services dans 2 ou plus des 7 catégories, 1 souhaite n'en recevoir que dans une catégorie, et 5 des 28 jeunes ne souhaitent aucun service d'orientation. Encore une fois, la comparaison avec l'ensemble des adultes sans diplôme est évocatrice, 47% d'entre eux ne souhaitant recevoir aucun service au cours des prochains mois.

Malgré ces besoins, plusieurs disent ne pas savoir où s'adresser pour obtenir chacun des services souhaités. Environ la moitié ou moins des jeunes souhaitant des services pour s'orienter ou se réorienter, pour trouver un emploi ou pour faire un CV savent où s'adresser pour les recevoir.

Dans l'ensemble, on constate que, parmi les jeunes sans emploi et sans diplôme, certains ne désirent pas poursuivre leur formation et obtenir un diplôme, mais ils sont loin d'être majoritaires. Les projets de retour en formation sont toutefois fragiles et les chemins vers le diplôme peuvent être parsemés d'obstacles. On sait par ailleurs que l'absence d'issue concrète peut mener à des situations de déroute et au découragement et notre étude a montré que les adultes sans diplôme ont besoin d'accompagnement soutenu avant et pendant leur retour en scolarisation. La connaissance des endroits où s'adresser pour obtenir ces services est toutefois assez faible, et plusieurs jeunes sont susceptibles d'en être ainsi privés.

Au final, la catégorie des jeunes NEEF, par son caractère statique et trop englobant de situations contrastées, risque de distraire l'attention des besoins de soutien plus prégnants et potentiellement handicapant sur le long terme. Elle a cependant le mérite d'attirer l'attention sur une fraction de la population qui chemine souvent en équilibre précaire, aux frontières de la marginalisation, soit les jeunes qui ne sont ni en emploi ni aux études, et qui de surcroît n'ont pas déjà en poche un premier diplôme reconnu.

Tableau 2. Besoins d'orientation des jeunes sans emploi et sans diplôme (N=28)

	Reçu (5 dernières années)	Souhaité (prochains mois)	Ne sait pas où s'adresser
Mieux se connaître	5	17	10
Connaître formations offertes	3	20	15
Connaître le marché du travail	7	15	10
S'orienter ou se réorienter	4	19	10
Trouver un emploi	5	14	7
Faire un CV	6	9	3
Bilan de compétences ou RAC	2	15	13

Références

Bélisle, R. et Bourdon, S. (2015). *Tous ces chemins qui mènent à un premier diplôme. Orientation des adultes sans diplôme dans une perspective d'apprentissage tout au long de la vie.* Sherbrooke/Québec, CÉRTA/FRQSC.

Marshall, K. (2012). *Les jeunes qui ne sont ni étudiants ni employés.* Ottawa, L'emploi et le revenu en perspective. no 75-001-X au catalogue de Statistique Canada.

MEQ. (2004). *Le plaisir d'apprendre. J'embarque quand ça me ressemble. Cahier de mise en œuvre.* Québec, Ministère de l'Éducation du Québec.

Statistique Canada. (2003). «Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes : défis de la fin de l'adolescence», *Le Quotidien*, 16 juin.

Notes

[1] Comme leur activité de formation en-dehors du cadre scolaire n'a pas été documentée, il est impossible d'assurer qu'ils appartiennent à la catégorie NEEF (ils peuvent être en formation). L'accent de cette analyse étant mis sur l'obtention d'un diplôme, cette imprécision apparaît cependant acceptable.

Sont-ils des NEEF? Réflexion sur les catégorisations

MADELEINE GAUTHIER
Professeure honoraire, INRS

Une enquête effectuée auprès de 56 jeunes adultes entre 15 et 29 ans (Gauthier et *al.,* 2011) permet d'interroger la catégorisation qui apparaît sous l'acronyme de NEEF. Cette enquête répondait à la demande d'organismes orientés vers l'aide à l'insertion professionnelle des jeunes, qui constataient que les difficultés de ces jeunes à entrer et se maintenir en emploi étaient plus grandes, même dans un contexte où le taux de chômage de la ville de Québec était pourtant à son plus bas (4,1 % au moment de l'enquête). L'enquête ciblait donc des jeunes qui pourraient avoir besoin d'accompagnement dans leur cheminement vers l'autonomie.

Parmi les interviewés, 54 ne se trouvaient « Ni en emploi, ni aux études, ni en formation » (NEEF). Sont-ils représentatifs de la catégorie? À l'autre extrémité du spectre, ne se trouve-t-il pas d'autres jeunes, des NEEF aussi, qui prennent une « sabbatique », pour utiliser leur expression, ou partent, avec leur sac à dos bien rempli, à la découverte du monde?

Les difficultés du repérage et l'attention à l'inattendu

Les statistiques de l'inactivité, celles apparaissant sous l'acronyme NEEF, suffisent-elles à rendre compte de la réalité dont il est question dans cette enquête? Il a fallu mettre en branle moyens et astuces pour rejoindre ces jeunes : parcourir les parcs et les rues de la ville, visiter des Refuges et des Soupes populaires, faire appel à ceux et à celles qui ont fait leur engagement quotidien de leur choix de travailler auprès de ces jeunes. Ce fut un coup de maître que d'en repérer autant. Sur les 56 interviewés, 2 seulement étaient alors en emploi. Plusieurs n'avaient ni adresse ni rattachement à une institution sauf pour des services d'aide dans quelques cas. Pas étonnant que plusieurs aient déploré l'absence de résidences de dépannage ou pour les périodes de crise lorsqu'on leur demandait quels étaient leurs principaux besoins.

Bref, le seul exercice de repérage de ces jeunes pourrait suffire à les caractériser dans leur singularité ou à en faire une des multiples sous-catégories de NEEF : des jeunes sans adresse personnelle ou sans « identité civique » qu'il ne faut pas confondre, à l'exception de deux, avec le statut de « jeunes de la rue ».

Toutes les dimensions de la vie de ces jeunes ont été abordées en entretien. Ils ont été peu loquaces sur certains thèmes lors d'entrevues pourtant d'une durée d'une à deux heures, évitant même pour plusieurs de parler de leurs expériences dans le marché du travail. De même en a-t-il été de leurs relations, de leurs loisirs et de leurs projets d'avenir. Ce qui a particulièrement attiré l'attention (la « serendipity », dirait Merton), c'est le discours que ces jeunes adultes ont tenu sur leur état de santé, en particulier leur santé mentale (50 sur 56). « Je suis… », disaient-ils. Plusieurs se présentaient sous plus d'un diagnostic. Certains même s'autodiagnostiquaient » (stress, problèmes de concentration, impulsivité, hyperactivité) ou décrivaient le diagnostic que leur entourage leur attribuait : « J'ai été diagnostiqué TDAH à l'âge de 2 ans ». D'autres, parfois les mêmes (40 sur 56), disaient avoir de sérieux problèmes de santé physique. L'usage de drogue et/ou d'alcool (30 sur 56) n'arrangeait rien de ce point de vue et ne faisait qu'accentuer les problèmes de santé. Ces jeunes font-ils partie de la catégorie statistique des NEEF? Oui, mais de dire qu'ils ne sont ni aux études, ni en emploi, ni en formation rend-il compte de leur réalité?

Une réflexion sur les catégorisations

Cette recherche a suscité un certain nombre de réflexions à propos des catégorisations dont la société et les chercheurs coiffent les jeunes et ce, dès la conception du projet de recherche. Il y a d'abord eu le choix de parler, dans leur cas, de jeunes qui peuvent avoir besoin d'accompagnement dans leur cheminement vers l'autonomie de la vie adulte au lieu de les qualifier au départ de ce qu'Hélène Thomas (2008) nomme les « notions éponges » (mésadaptés, marginaux, fragiles, etc.) avec ce que ces notions peuvent entrainer sur la représentation de soi. Nous avons postulé que ces jeunes pouvaient être des acteurs sociaux s'ils avaient les ressources tant personnelles que matérielles pour répondre aux injonctions que pose aujourd'hui la société par le biais du marché de l'emploi.

La réflexion sur les catégorisations s'est ensuite étendue aux injonctions à être comme les autres devant le nombre de ceux qui se sont identifiés à leur problème de santé mentale ou qui s'en sont servi pour expliquer leurs difficultés d'insertion. Il nous est arrivé de penser que la société actuelle construisait « le normal et le pathologique » (Durkheim, Canguilhem, Foucault…) à partir des statistiques certes, mais aussi de la génétique et des neurosciences. Les interviewés ont rappelé quelles conséquences à long terme peut avoir un diagnostic concernant la santé mentale sur la représentation de soi et l'organisation de la société en fonction ou non de ce diagnostic. Faut-il se rappeler ce que la loi sur la

« Cette recherche a suscité un certain nombre de réflexions à propos des catégorisations dont la société et les chercheurs coiffent les jeunes. »

désinstitutionalisation de la santé mentale promettait que lorsque les portes de l'asile se refermeraient, s'ouvriraient celles du marché du travail et de conditions de vie acceptables au sein de la société.

La catégorisation statistique des NEEF pourrait-elle faire disparaître les stigmates de diagnostics posés parfois dès les débuts de l'enfance? La réponse à cette question repose sur la résolution d'un dilemme.

On peut choisir de faire disparaître certaines singularités derrière un dénominateur commun comme les statistiques sur les NEEF. Cette masse protéiforme masque toutefois les particularités de certains sous-groupes. Elle camoufle un phénomène bien réel, la manière dont une société comme la nôtre construit « le normal et le pathologique » : tantôt par le diagnostic, tantôt par la dissimulation…

Références

Gauthier, M., Lacasse, A. et Girard, M., (2011). *Portrait et études des besoins d'accompagnement de jeunes adultes dans les arrondissements La Cité-Limoilou et Les Rivières de la ville de Québec*, Montréal : INRS (rapport de recherche). http://www.ucs.inrs.ca/sites/default/files/centre_ucs/pdf/Portrait_et_etude_11-10-31.pdf

Thomas, H. (2008). « Vulnérabilité, fragilité, précarité, résilience, etc. De l'usage et de la traduction de notions éponges en sciences de l'homme et de la vie », *Recueil Alexandries* www.reseau-terra.eu/articles697.html

Bifurcations chez de jeunes adultes non diplômés et des cégépiens : information, horizon et sources

EDDY SUPENO
Professeur, Université de Sherbrooke

Dans des sociétés dites du savoir, où l'information constitue un enjeu crucial dans le développement de l'employabilité des individus (Industrie Canada, 2010), les jeunes adultes font l'objet d'une attention particulière en matière d'insertion professionnelle. Comme ils sont considérés comme des natifs numériques dans un environnement où prédominent les technologies de l'information, les stratégies pour les rejoindre s'agissant d'information sur la formation et le travail misent ainsi essentiellement sur internet et les réseaux sociaux.

Or, peu de recherches au Québec se sont explicitement attardées à étudier les pratiques de recherche d'information sur la formation et le travail chez les jeunes adultes. Il devient alors intéressant de voir ce qu'il en est un peu plus précisément.

Les jeunes adultes non diplômés et en situation de précarité (JAND) peuvent être assimilés à une sous-catégorie des jeunes NEEF. Une analyse comparative a été menée avec des JAND et des cégépiens (n=15 ; sept JAND et huit cégépiens). Considérant la densité des transitions rencontrées durant cette période de vie et dans une matière sociale plus incertaine, l'analyse a pris pour cadre des bifurcations biographiques dans leurs parcours de formation ou d'emploi.

Le concept d'horizon informationnel, emprunté au champ des sciences de l'information et de la communication, a été mobilisé pour analyser le corpus composé d'entretiens semi-dirigés. Ce concept renvoie à l'ensemble des sources d'information qu'une personne considère pertinentes lorsqu'elle recherche de l'information (Savolainen et Kari, 2004). Cela fait donc de la recherche informationnelle une activité socialement située dans des contextes donnés. Ce sont aussi des sources dont la personne a retiré des expériences positives tout au long des années. Un des avantages de ce concept est qu'au chapitre de la recherche d'information, il permet de considérer autant les sources humaines (parents, amis, intervenants, etc.) que non-humaines (livre, journal, internet, etc.). La bifurcation biographique est un type de transition très intéressant à analyser sous l'angle de l'horizon informationnel. Étant donné son caractère imprévisible, les forts enjeux souvent associés (psychologique, social, économique, etc.) et les conséquences potentiellement importantes sur la suite du parcours de la personne, la bifurcation peut dès lors offrir un aperçu de l'horizon informationnel, la prémisse étant que les jeunes adultes se tourneront ici, a priori, vers les sources d'information qu'ils jugent les plus légitimes et accessibles.

Prenant appui sur deux enquêtes (Bourdon et *al.,* 2009 ; Bourdon et *al.*, 2007), des analyses secondaires de type qualitatif ont été menées pour explorer les sources d'information sur la formation et le travail et les soutiens que mobilisent les deux populations dans les bifurcations identifiées.

Voici les faits saillants issus des analyses préliminaires :

- Les sources relationnelles sont de loin les plus privilégiées par les jeunes adultes lorsqu'ils recherchent de l'information sur la formation ou le travail : les JAND déclarent surtout les personnes professionnelles et leurs amis alors que les cégépiens mentionnent surtout leurs parents et leurs amis ;

- Ces mêmes sources constituent aussi les soutiens les plus nommés : les

« Ce sont les personnes les plus proches qui vont constituer les sources et les soutiens informationnels les plus significatifs. »

soutiens émotionnels (moral) et informationnels (conseil, avis, opinion) sont les plus sollicités. Ceci est peu surprenant, car les bifurcations sont des transitions généralement porteuses de stress où, ici, un choix de formation ou de travail jugé déterminant se pose ;

- Si les sources et soutiens que déclarent les cégépiens sont limités soit à la formation soit à l'emploi, les enjeux de santé et de logement sont transversaux aux sources et soutiens chez les JAND, que leurs bifurcations soient liées à la formation ou à l'emploi. Les situations de précarité semblent donc indissociables de leurs bifurcations ;

- Les intervenants ont un rôle déterminant auprès des JAND. Si leur domaine d'expertise (conseiller en emploi, travailleur social, etc.) semble être la porte d'entrée auprès de ces jeunes adultes, c'est semble-t-il la construction progressive d'un lien de confiance qui fait en sorte que l'intervenant sera interpellé comme source et soutien, souvent même au-delà de son champ d'intervention.

Ces premiers résultats nous enseignent que les sources numériques – dont internet – sont très peu citées. Cela interroge la pertinence de tenter a priori de les rejoindre via ce médium.

Par ailleurs, l'enjeu de proximité se dégage nettement : ce sont les personnes les plus proches qui vont constituer les sources et les soutiens inform ationnels les plus significatifs.

Cette proximité fournit des indices sur les critères de légitimité ou de crédibilité informationnelle sur lesquels s'appuient le jeune adulte en matière d'information sur la formation et le travail. Ce n'est pas tant la recherche d'objectivité que la manière dont le jeune adulte conçoit comment sa recherche d'information peut être satisfaite qui semble importer. Enfin, si le soutien parental semble faire la différence dans les bifurcations des cégépiens, la diversité des types de soutien (intervenants, amis, conjoint(e), famille élargie) semble représenter un élément majeur chez les JAND.

Les mouvements importants que rapportent les jeunes adultes dans leurs parcours posent aussi en filigrane la question de la continuité des services.

Ces résultats soulèvent enfin l'enjeu des besoins informationnels de cette population car les résultats, notamment en ce qui concerne les sources non-relationnelles, prennent appui sur des données concernant uniquement ce qui est utilisé (donc ce qui est disponible) pour répondre à leurs besoins et non sur leurs besoins eux-mêmes.

Références

Bourdon, S., Bélisle, R., Garon, S., Michaud, G., Van Caloen, B., Gosselin, M., Yergeau, É. et Chanoux, P. (2009*). Transitions, soutien aux transitions et apprentissage de jeunes adultes non diplômés en situation de précarité. Projet ELJASP - Note de recherche 1.* Sherbrooke : Équipe de recherche sur les transitions et l'apprentissage (ÉRTA), Université de Sherbrooke.

Bourdon, S., Charbonneau, J., Cournoyer, L. et Lapostolle, L. (2007). *Famille, réseaux et persévérance au collégial Phase 1. Rapport de recherche.* Sherbrooke : Équipe de recherche sur les transitions et l'apprentissage (ÉRTA), Université de Sherbrooke.

Industrie Canada (2010*). Accroître l'avantage numérique du Canada. Stratégies pour une prospérité durable*. Ottawa : Gouvernement du Canada.

Savolainen, R. et Kari, J. (2004). « Placing the Internet in information source horizons. A study of information seeking by Internet users" *Library & Information Science Research*, 26(4), 415-433.

« Enfin, si le soutien parental semble faire la différence dans les bifurcations des cégépiens, la diversité des types de soutien (intervenants, amis, conjoint(e), famille élargie) semble représenter un élément majeur chez les jeunes adultes non diplômés. »

Les spécificités des milieux ruraux dans les expériences et les problématiques des NEEF

MARCO ALBERIO
Professeur, Université du Québec à Rimouski

Lorsqu'on aborde la question des jeunes en général et plus spécifiquement celle des NEEF, on retrouve souvent une rhétorique de l'adaptation sur plusieurs éléments de la vie des jeunes : le milieu de vie, les loisirs, l'école et le travail, etc. Or, tous les milieux ne sont pas similaires. Certains posent des défis spécifiques, voire supplémentaires. Tel est le cas pour les milieux ruraux, bien que la ruralité puisse être aussi porteuse d'avantages. Il apparaît donc fondamental de prendre en compte les caractéristiques structurelles qui peuvent jouer un rôle décisif dans l'exclusion des jeunes du marché du travail, de la formation et du système scolaire. C'est la perspective adoptée ici.

L'objectif est donc de nous concentrer sur certaines caractéristiques de la ruralité susceptibles d'influencer – même si de manière différente selon les profils individuels – les trajectoires des jeunes pouvant se retrouver dans la catégorie NEEF. Notons que cette classification ne reste pas sans ambiguïté. Elle rassemble une population très hétérogène, avec une grande variété de profils et d'expériences (Yates et Payne 2006). Du point de vue conceptuel et méthodologique nous misons sur une perspective multidimensionnelle et dynamique, afin de comprendre les mécanismes de reproduction de l'exclusion sociale. Notre propos s'appuie sur une revue de la littérature, portant essentiellement sur le Royaume-Uni, l'Australie et les États-Unis et dans une moindre mesure sur le Canada, ainsi que sur des réflexions issues d'une recherche concernant les trajectoires des jeunes dans une MRC du Bas-Saint Laurent (Alberio, 2015).

Quelques caractéristiques de la ruralité

Sans avoir la prétention de tout couvrir, un premier élément significatif de la ruralité concerne les relations et la force des liens sociaux. Le rôle des parents semble y être très important. Ce fait est positif et négatif à la fois. Les jeunes pourraient en fait restreindre leur sociabilité à la famille, avec moins d'accès à d'autres discours et formes de capital social. Du point de vue de la communauté, on observe aussi qu'une forte cohésion sociale et une entraide dans la communauté peuvent devenir ambivalentes pour le bien-être des jeunes. Une cohésion sociale forte pourrait en effet exercer une pression sociale sur certains aspects de la vie des jeunes (Bourke, 2003), avec un effet négatif sur le bien-être et l'insertion socioprofessionnelle des jeunes. Du coté des interventions, il deviendrait essentiel d'intégrer en positif ces valeurs dans des actions, tout en favorisant l'accès à un réseau social extérieur à la famille et à la municipalité d'origine (relations sociales, services, etc.).

Un deuxième point à souligner concerne les aspirations des jeunes, tant scolaires et professionnelles. Des facteurs spécifiques aux milieux ruraux pourraient les influencer. Du côté des éléments structurels, il y a par exemple la distance et les différences entre les institutions scolaires et le lieu de vie, les problèmes de mobilité et de transports, les occasions et les conditions d'emploi, les niveaux de salaire, etc. En ce qui concerne les aspects culturels et relationnels, on retrouve entre autres l'influence de valeurs familiales - par exemple, une vision négative de l'endettement de la part des parents qui pourrait freiner la poursuite d'études postsecondaires -, les caractéristiques du lieu de résidence et les attitudes face au marché du travail. Enfin, ne négligeons pas que les caractéristiques individuelles (sexe, ethnicité, niveau de santé, etc.) peuvent être vécues différemment selon les caractéristiques du contexte, tant dans leur intensité que leur manifestation (Noreau et coll., 1999).

La relation entre l'isolement territorial et l'offre de services constitue une troisième variable. La distance augmente les coûts pour les ressources et peut clairement nuire à la mise en place de points de service facilement accessibles aux jeunes. Il peut aussi nuire à la diversité des interventions mises en place par du personnel qualifié (Dixon et coll., 2011). Ce manque de diversité des services peut affecter directement l'accès aux ressources et par conséquent l'intégration sociale et professionnelle des jeunes. De plus, les organismes ne disposent pas toujours de locaux ou de points de service dans tous les villages, ce qui peut influencer la connaissance des différentes réalités des jeunes et des autres services disponibles (importance du référencement d'un organisme à l'autre).

L'école joue un rôle particulièrement fondamental, car associée à des moments clé de transition. Le passage du

« La distance augmente les coûts pour les ressources et peut clairement nuire à la mise en place de points de service facilement accessibles aux jeunes. »

primaire au secondaire requiert par exemple une grande capacité d'adaptation. En milieu rural, les élèves passent souvent de « la petite école du village » où les relations sont plus restreintes et consolidées, à la « grande polyvalente » de la MRC (Alberio 2015). Dans une perspective plus collective, l'expérience scolaire concerne la réputation de l'école, qui peut avoir un effet sur la formation des aspirations. La réputation de l'école peut être en lien avec la « mauvaise » réputation de la MRC et entraîner un sentiment de dévalorisation individuelle et communautaire. Or, il pourrait exister un lien entre la dévalorisation et le risque de décrochage scolaire.

« Quand l'adaptation scolaire devient difficile, la présence d'une seule école dans la MRC réduit les options sur les choix d'école et augmente les risques de décrochage. »

Dans les milieux ruraux il y a souvent une seule école secondaire. Le fait de fréquenter tous la même école facilite les rencontres entre les jeunes de différentes municipalités, leur offrant l'avantage d'élargir leurs réseaux. Par contre, la distance oblige les jeunes à se déplacer sur le territoire pour se rendre à l'école et pour entretenir leurs amitiés, ce qui constitue un frein, considérant la mobilité réduite surtout pour les plus jeunes. Enfin, quand l'adaptation scolaire devient difficile, la présence d'une seule école dans la MRC réduit les options sur les choix d'école et augmente les risques de décrochage. Dans un « petit » milieu, par exemple, le produit de l'intimidation (mauvaise réputation d'un jeune) peut devenir difficile à gérer et peut persister dans le temps, avec des conséquences sur le parcours éducatif et professionnel du jeune. Un dernier élément à prendre en considération concerne évidemment l'emploi et ses conditions en milieu rural. Les régions rurales présentent des taux de chômage plus élevés pour les jeunes et qui varient beaucoup plus selon les saisons (Agriculture et Agroalimentaire Canada, 2006). On y retrouve généralement des salaires moins élevés et une plus faible diversité et disponibilité d'emplois par rapport aux contextes urbains (Kenyon et coll., 2001). En ce sens, les opportunités d'emploi et le secteur professionnel peuvent jouer un rôle décisif sur la permanence en emploi et possiblement entrainer un risque d'exclusion du marché du travail. De fait, il n'est pas seulement question de disponibilité d'emplois, il faut aussi considérer le concept de qualité en matière de travail: il y a des bons emplois et des emplois de mauvaise qualité.

Conclusion

Dans notre recherche, les jeunes, tout comme les intervenants, mobilisent à quelques reprises un dualisme entre une volonté et un manque de volonté. Cependant, il nous semble fondamental de ne pas ignorer les caractéristiques structurelles évoquées **(**éloignement, mobilité, variété réduite des offres d'emploi, difficultés individuelles ou familiales…) pouvant jouer un rôle décisif sur l'exclusion des jeunes du marché du travail, de la formation et du système scolaire. Comme nous l'avons mentionné, il est fondamental de contextualiser la notion *NEEF* du point de vue socio-spatial par rapport à la ruralité, en plus du point de vue temporel (conjoinsture économique et politique). Les politiques « d'austérité » peuvent de fait exacerber les conditions structurelles et sociales décrites. Par exemple, les financements peuvent être de plus en plus soumis à des contraintes et évaluations de courtes périodes, tandis que l'intégration sociale et professionnelle des individus en situation *NEEF* demanderait une perspective de long terme, à travers plusieurs expériences d'insertion.

Références

Agriculture et Agroalimentaire Canada. (2006). *Taux de chômage chez les jeunes ruraux,* Gouvernement du Canada.

Alberio, M. (2015). *Les besoins des jeunes âgés de 16 à 35 ans dans la MRC de La Mitis. Rapport de Recherche Partenariale* UQAR – COSMOSS.

Bourke, L. (2003). « Toward understanding youth suicide in an Australian rural community », *Social Science & Medicine*, 57, 2355-2365.

Dixon, L., Jones, E. et Southwood, S. (2011). *Boosting capacity of third sector organisations to work with young people who are not in education, employment or training (NEET),* Leicester, National Institute of Adult Continuing Education, 22 p.

Kenyon, P. Sercombre, H., Black A., Lhuede, D., O'Meara, M. et White, S. (2001). *Creating better educational and employment opportunities for rural young people,* Hobart, National Youth Affairs Research Scheme by the Australian Clearinghouse for Youth Studies, 94 p.

Yates, S. et Payne, M. (2006). « Not so NEET? A critque of the use of NEET in setting targets for interventions with young people ». *Journal of Youth Studies*. 9 (3), 329-344.

Une recherche sur les jeunes NEET en France

CHRISTINE GUÉGNARD,
JEAN-FRANÇOIS GIRET,
OLIVIER JOSEPH ET JAKE MURDOCH
IREDU, CÉREQ,
Université Bourgogne Franche-Comté

Au-delà des frontières relativement floues pour les jeunes entre chômage et inactivité (Gonzalez-Demichel et Nauze-Fichet, 2003), la crise économique semble avoir aggravé les difficultés d'insertion professionnelle d'une partie des débutants, notamment ceux en échec scolaire dans le secondaire ou même dans l'enseignement supérieur (Céreq, 2014). Or, les premiers pas dans la vie active peuvent influer sur la suite des trajectoires et maintenir les jeunes aux marges de l'entreprise ou de l'école. L'objet de cet article est de présenter les premiers résultats d'une recherche en cours centrée sur ces jeunes qui ne sont ni en emploi, ni en études ou formation, les NEETs (not in employment, education and training selon le concept adopté par la Commission européenne en 2010).

Si la France se caractérise par un taux de NEET proche de la moyenne des pays d'Europe et de l'OCDE, soit 15% de la population âgée de 15 à 29 ans (Eurofund, 2014; Carcillo *et al.*, 2015), cette population est encore mal connue. Quels sont les profils des NEETs ? Qui a le plus de risque de connaître cette situation et d'y rester ? Une enquête menée sur les trois premières années de vie active des jeunes va permettre de répondre à ces questions. Au printemps 2013, le Centre d'études et de recherches sur les qualifications (Céreq) a interrogé un échantillon national de 38 600 sortants de formation initiale en 2010 de tous les niveaux et spécialités de formation. L'enquête Génération restitue ainsi dans le temps, mois par mois, la réalité des trajectoires des jeunes sur le marché du travail[1].

Trois ans après leur sortie du système éducatif, 66% des jeunes ont un emploi, 9% sont en formation ou reprennent des études et 25% sont NEET (24% des femmes et 25% des hommes). Cette déconnexion du marché du travail et du système éducatif caractérise plus souvent les non-diplômés (la moitié), mais aussi les sortants de l'enseignement professionnel secondaire titulaires d'un CAP (certificat d'aptitude professionnelle) ou BEP (brevet d'études professionnelles) (le tiers). Les bacheliers ne sont pas épargnés (21%) et les diplômés de l'enseignement supérieur n'évitent pas non plus cette situation (12%).

En fait, ces chiffres masquent des parcours différenciés. À la date de l'enquête, les jeunes ont vécu une expérience de NEET en moyenne de dix-sept mois consécutifs sans interruption, pouvant durer deux ans pour les femmes non-diplômées ou une année pour les diplômé-e-s du supérieur. De nombreux jeunes alternent ainsi emplois (hors job d'été) et épisodes de NEET. Le premier épisode intervient très souvent immédiatement à la sortie du système éducatif avec une temporalité moyenne de six mois. Sur l'ensemble des sortants, seuls 30% n'ont jamais été NEET au cours de leurs trois premières années de vie professionnelle.

Afin de prendre en compte la dynamique des trajectoires (Furlong, 2006), quatre groupes ont été créés en fonction du moment des épisodes de NEET dans chaque parcours individuel. Le premier rassemble les jeunes qui n'ont pas été NEET durant les six premiers mois après la sortie de l'école et ne le sont pas au printemps 2013 (60% de la population) : ils connaissent la trajectoire la plus favorable avec un accès rapide et durable à l'emploi pour la plupart et de rares épisodes de NEET (84% en emploi stable et 10% en formation trois ans après la fin de la scolarité). Les jeunes du groupe 2 (15% de la population) ont un début de parcours difficile avec un temps important en NEET de quatorze mois en moyenne, mais ils accèdent progressivement à des emplois pour arriver à 70% en emploi stable et 20% en reprise d'étude à la date d'enquête. Les jeunes du groupe 3 (12%) obtiennent rapidement un emploi dès la fin de la scolarité mais ils rencontrent quelques heurts dès mi-2012 pour se retrouver NEET en 2013 depuis neuf mois en moyenne. Enfin, le groupe 4 (13%) concerne les jeunes où la situation NEET domine avec plus de six mois consécutifs dès le début de parcours et qui sont NEET depuis vingt-et-un mois en moyenne au printemps 2013. Cette population apparaît comme la plus vulnérable et cumule les difficultés de cursus scolaire : près du tiers des jeunes ont redoublé en primaire, ont connu une orientation contrariée vers une formation professionnelle secondaire, et la moitié sont sortis de l'école sans diplôme.

Situation des jeunes au printemps 2013 selon le diplôme

	Emploi	**NEET**	Étude	Total
Aucun diplôme	39	49	12	100
CAP, BEP	61	34	5	100
Baccalaureate	65	21	14	100
Diplôme du supérieur	83	12	5	100
Ensemble	**66**	**25**	**9**	**100**
Femmes	66	24	10	100
Hommes	67	25	8	100

Source : enquête Céreq Génération 2010.

Interrogés sur leurs motifs d'arrêt des études, ils évoquent davantage que les autres sortants la lassitude vis-à-vis des études, le manque d'une formation à proximité de leur domicile et le refus d'accès dans une formation. Interrogés sur leur priorité professionnelle, les trois quarts souhaitent trouver un emploi et effectuent de nombreuses démarches.

Afin d'identifier les facteurs expliquant les risques de devenir et de rester NEET, des modélisations[2] ont été effectuées en tenant compte des caractéristiques individuelles, sociales, familiales, géographiques, de leur origine migratoire et des éléments du cursus scolaire et parcours professionnel.

L'éducation est le facteur le plus important. Le risque d'être NEET est plus élevé chez les non-diplômés et diminue avec l'élévation du niveau de formation des jeunes. Le contexte familial joue aussi un rôle : les jeunes de milieu modeste sont davantage NEET et le niveau d'éducation des parents a un effet sur le début de parcours seulement. D'autres éléments contribuent à cette probabilité : avoir connu un retard scolaire, une orientation contrariée, le refus ou le défaut d'une formation à proximité, avoir des problèmes de santé, des parents sans activité professionnelle, une fratrie nombreuse, ne pas posséder un permis de conduire, habiter dans un quartier défavorisé. De plus, le fait d'être parent a un impact plus important pour les jeunes femmes par rapport aux hommes de devenir NEET. Ces résultats apportent un premier éclairage sur les NEETs en France et s'inscrivent dans le cadre d'une recherche de l'IREDU (Institut de recherche sur l'éducation) concernant les difficultés d'accès des jeunes au marché du travail en Europe. Cette population recouvre des situations très diverses dont certaines cumulent les facteurs de vulnérabilité et savoir si ces jeunes sont NEET par choix ou par nécessité devient une question de recherche importante.

Références

Carcillo, S. (2015). « NEET Youth in the Aftermath of the Crisis: Challenges and Policies », *OECD Social, Employment and Migration Working Papers*, N°164, Paris, OECD Publishing. http://dx.doi.org/10.1787/5js6363503f6-en. Document consulté le 3 septembre 2015.

Céreq. (2014). *Quand l'école est finie. Premiers pas dans la vie active de la génération 2010*. Marseille, Céreq.

Eurofound. (2014). *Mapping youth transitions in Europe.* Luxembourg, Publications Office of the European Union.

Furlong, A. (2006). « Not a very NEET solution», *Work, Employment and Society*, 20, 553-559.

Gonzalez, D et Nauze-Fichet, E. (2003). « Les contours de la population active : aux frontières de l'emploi, du chômage et de l'inactivité », *Économie et statistique*, 362, Insee, 8.

Notes

1. Afin d'être en cohérence avec la catégorie d'âge des NEET, l'analyse concerne les jeunes âgés de 15 à 26 ans au moment de leur sortie du système éducatif (30 049 individus).

2. Notamment des modèles de régression logistiques expliquant la probabilité d'être NEET en début de parcours, trois ans après la sortie de formation, et après avoir occupé un emploi d'au moins un mois.

Les « NEET », la valeur emploi et les catégories d'action publique dans le champ de la jeunesse en France

PATRICIA LONCLE
Professeure, Université de Rennes 1

Contexte de la mise à l'agenda de la question de l'emploi des jeunes

En France, les dernières décennies ont été marquées par l'importance croissante accordée à la question de l'emploi des jeunes. De nombreux dispositifs ont été introduits depuis le milieu des années 1970 pour soutenir leur insertion professionnelle. Cependant, cette attention portée à ce qui est identifié depuis le début de cette période comme le « chômage de masse des jeunes » n'a fait que croître pour l'ensemble des niveaux de décision publique.

Notre interrogation concerne la portée de la valeur « emploi » dans une perspective transversale : dans quelle mesure a-t-on affaire, avec la diffusion de cette valeur, à un processus qui conduirait à l'émergence d'une valeur tellement centrale qu'elle viendrait supplanter toutes les valeurs spécifiques des autres secteurs s'adressant à la jeunesse?

Situation actuelle

Une manière de répondre à cette question consiste à s'intéresser aux catégories d'action publique qui permettent de développer des politiques publiques à l'adresse des jeunes.

Au titre des catégories d'action publique en vogue, on trouve notamment les NEET (*not in employment, education or training*). Cette catégorie fait certes écho à l'augmentation du chômage des jeunes en Europe (et à la montée en puissance de cette question sur l'agenda des décideurs), mais elle est également le plus souvent reprise comme telle par les décideurs et par les professionnels en France, sans que ces derniers ne prennent de précaution sur son caractère stigmatisant et sans que les dimensions structurelles du chômage des jeunes soient prises en considération.

Un rapport récent de la Fondation européenne pour l'amélioration des

conditions de vie et de travail indique ainsi dans sa synthèse :

> Être NEET a de graves conséquences pour l'individu, la société et l'économie. Le fait d'appartenir à cette catégorie pendant une période plus ou moins longue peut s'accompagner d'une série d'effets négatifs sur le plan social, tels que la désaffection à l'égard de l'emploi, la relégation future dans des emplois précaires et mal rémunérés, la délinquance juvénile ou encore des troubles physiques ou mentaux. (Mascherini. 2012, p. 1).

Cette citation éclaire à l'envi l'usage négatif (à la fois stigmatisant et relevant des paniques morales) qui peut être fait de certaines catégories d'action publique. Les jeunes sont avant tout qualifiés par leurs manquements (recours au fait de n'être *ni* en emploi, *ni* en formation), ils ne sont plus qualifiés par la phase de la vie dont ils relèvent mais par le seul qualificatif NEET et ils sont *a priori* condamnés à des formes de déviance. Or, la circulation de telles valeurs et représentations induit des impacts profonds sur les modalités concrètes d'accompagnement des publics.

Effets sur la mise en œuvre de l'action publique et l'accompagnement des jeunes

On sait que les politiques d'accompagnement social des jeunes sont aujourd'hui problématiques : elles apparaissent extrêmement complexes, inégales selon les territoires, souvent optionnelles, relevant de critères discrétionnaires et introduisant de la discontinuité dans les suivis.

À cette situation, il faut ajouter que les associations qui sont le plus souvent chargées de mettre en œuvre ces politiques publiques subissent des pressions financières et managériales telles qu'elles doivent faire plus avec moins de moyens, tout en rendant leurs comptes de manière systématique sur des aspects plus liés à l'emploi et moins aux questions sociales. Par conséquent, elles sont fréquemment conduites à opérer une sélection parmi les publics accompagnés, pour choisir ceux qui seront les plus susceptibles de devenir autonomes et de rejoindre rapidement le marché de l'emploi et ainsi faire monter leurs statistiques de réussite. Cette sélection se fonde sur des « jugements » « au sens cette fois d'estimations, à partir de laquelle telle ou telle voie pourra être empruntée, tel droit accordé, tel projet validé » (Adam et *al.*, 2013).

Ce qui est peut-être moins connu, c'est à quel point la pénétration de la valeur « emploi » et de la perspective individuelle gagne tous les domaines de l'accompagnement des jeunes. Pour l'illustrer, nous prendrons un exemple concernant les modalités de soutien aux initiatives des jeunes. Dans le cadre d'une recherche menée sur la participation formelle et informelle des jeunes, nous avons étudié les normes qui présidaient au choix des dossiers de jeunes déposés dans le cadre de différents fonds de soutien. Un des professionnels ayant suivi l'évolution des critères de sélection souligne ainsi combien ces derniers ont changé au cours des vingt dernières années :

> Le soutien aux pratiques des jeunes : pratiques culturelles, etc…, avec une dimension de loisir : pars voir le monde, bouge, fais des choses […] ; ensuite il y a une attente et une exigence : il faut que ce soit socialement utile : comment est-ce que ça sert à d'autres,… ? Maintenant c'est : en quoi ton projet c'est potentiellement ce qui va te permettre de créer ta boîte, ton asso, t'insérer dans la vie ?

À travers cet exemple, on peut mesurer à quel point la valeur « emploi » et son explication individuelle deviennent dominantes dans les pratiques d'accompagnement des jeunes et à quel point on interroge peu le poids des institutions et des contextes structurels sur les comportements et difficultés qu'ils rencontrent. Cette tendance est d'autant plus frappante qu'elle touche le secteur de la jeunesse, sans doute le moins enclin, pendant longtemps, à développer ce type de perspective.

Références

Mascherini, M. (2012). *Neets: Young People not in Employment, Education or Training: Characteristics, Costs and Policy Responses in Europe,* European Foundation for the Improvement of Living and Working Conditions, Publications Office of the European Union, Luxembourg.

Adam, C., Brun, F., Curie, M. et Pelisse, J. (2013). « Qualifier, interpréter, aligner et hésiter. Du jugement à l'expertise », *in Lima* L. (dir). *L'expertise sur autrui. L'individualisation des politiques sociales entre droit et jugement*, Bruxelles, 242 p.

« Les jeunes sont avant tout qualifiés par leurs manquements […], ils ne sont plus qualifiés par la phase de la vie dont ils relèvent […] et ils sont *a priori* condamnés à des formes de déviance. »

Débats latino-américains sur les NINI

CLAUDIA JACINTO
Chercheure, CONICET au Centro de Investigaciones Sociales (CIS) et de l'Instituto de Desarrollo Economico y Social (IDES)

En Amérique Latine, comme dans d'autres régions, la catégorie des NINI a réussi à porter l'attention sur la définition d'un apparent « grave problème social » contemporain. Transposée du terme « NEET » développé en Europe, la catégorie des « jeunes ni aux études ni en emploi » a commencé à être utilisée à la fin des années quatre-vingt-dix, particulièrement par les organisations internationales telles que la Banque Mondiale, la Banque Interaméricaine de Développement (BID), la Commission Économique pour l'Amérique Latine (CEPAL) ou l'Organisation Mondial du Travail (OIT), en l'associant à des situations d'exclusion, de violence et de stigmatisation. Depuis, la catégorie des NINI est entrée dans les débats publics et les médias ont projeté souvent une représentation négative des jeunes concernés. Selon les médias, cette catégorie réunirait des groupes de jeunes considérés « dangereux » (qui passeraient leur temps dans un gang du coin s'ils sont pauvres, ou face à l'ordinateur et à boire de l'alcool s'ils sont moins pauvres…) (Feijoo, 2015). Il est même arrivé d'attribuer le terme NINI à toute une génération : les jeunes de la « génération NINI » qui resteraient « immobilisés » dans une éternelle adolescence dont ils ont du mal à sortir (Schujman, 2015).

Un travail d'analyse de 250 articles dans les journaux qui mentionnaient les adolescentes et les jeunes NINI (D'Alessandre, 2013) a conclu qu'il existe une représentation publique et généralisée décrivant les jeunes de cette catégorie comme étant nombreux, se retrouvant partout et dont l'existence serait révélatrice d'un dysfonctionnement dans la société. Cette vision des NINI présentée dans les médias de la région se construit malgré des données statistiques contraires : en effet, pendant la période 2000-2010, la proportion des jeunes NINI est restée stable parmi les adolescents et a augmenté très légèrement parmi les jeunes jusqu'à 24 ans. De plus, l'utilisation de la catégorie NINI a été largement contestée par les milieux académiques, et elle a été parfois revue par certaines des organisations internationales qui l'utilisent, au fur et à mesure que sa clarté conceptuelle, ses effets et même son utilité pour le développement des politiques publiques portant sur la jeunesse se sont révélées fortement discutables. De récentes études en Amérique Latine ont contribué, dans le même sens, à cette remise en question.

Ce que la généralisation cache

Plusieurs études signalent que la manière dont la catégorie a été utilisée conduit à des hypothèses très discutables qui se rapportent aux représentations: a) d'un comportement déviant, b) du fait que travailler et/ou étudier est la seule chose que les jeunes devraient faire, et c) que l'absence de travail ou d'études est leur responsabilité. Cependant, quand on examine de plus près la composition de cette catégorie, il apparaît que cette généralisation cache plusieurs dynamiques:

La division sexuelle du travail: on retrouve proportionnellement plus de NINI parmi les jeunes femmes que parmi les jeunes hommes, et ce, dès l'adolescence et particulièrement pendant la jeunesse comprise comme période de passage à l'âge adulte. Une raison apparaît évidente: il s'agit de jeunes femmes avec des responsabilités au foyer, qu'elles aient ou non déjà fondé leur propre famille. En effet, la non-participation à l'économie de marché peut constituer une décision d'optimisation des ressources au sein du foyer (Prieto et *al.*, 2013), notamment parce que les dispositifs publics pour les services de soin sont très faibles en Amérique Latine.

La condition d'activité: de nombreux NINI sont des chômeurs; ils ne travaillent pas mais ils sont à la recherche d'un emploi, souvent leur premier. Par exemple, les statistiques de la CEPAL montrent que 25% des jeunes entre 15 et 29 ans ni aux études ni en emploi sont pourtant à la recherche d'un emploi (CEPAL, 2015).

Des différences géographiques et ethniques: les jeunes ruraux sont proportionnellement plus nombreux à n'être ni aux études ni en emploi que les jeunes urbains. En revanche, les NINI dans les localités rurales sont susceptibles de l'être en raison de la nature intermittente des activités agricoles ou en raison de la sous-déclaration des jeunes de leur travail économique ou domestique dans des activités quotidiennes associées à l'agriculture ou à l'élevage (Negrete Prietto et *al.*, 2013). Des arguments similaires, mais accentués en raison des dimensions ethniques, ont été soutenus en ce qui concerne des populations autochtones ou de descendance africaine.

Des différences socio-économiques ou liées au niveau de scolarité: les jeunes avec un niveau de scolarité moindre et/ou issus des foyers avec moins de ressources financières se trouvent davantage dans la situation de NINI. Ils présentent une plus grande vulnérabilité sociale et, en conséquence, ils ont une marge de choix et d'opportunités plus restreinte. On peut donc remettre en question le caractère volontaire de la situation parfois associée aux NINI. En même temps, le lien avec le niveau socioéconomique est hétérogène: malgré le fait que la situation NINI est souvent associée à des vulnérabilités, dans d'autres cas, il s'agit de jeunes avec une certaine marge d'action qui

déploient des stratégies d'insertion professionnelle dont les pauses et les intermittences dans l'emploi et les études font partie.

Nouveaux positionnements critiques sur la catégorie NINI

Prenant acte des hétérogénéités au sein de la catégorie NINI et de l'effet stigmatisant de sa diffusion, de nouvelles perspectives pour aborder et mesurer les vulnérabilités dans les transitions entre l'éducation et le travail chez les jeunes ont été proposées.

Par exemple, certaines études contestent le fait que la catégorie NINI soit considérée comme une situation permanente, alors qu'il s'agit parfois d'une situation transitoire. La perception d'une permanence dans cette situation contredit les résultats de nombreuses recherches sur l'insertion professionnelle des jeunes, qui soulignent que cette étape du cycle de vie se caractérise par de multiples transitions où s'alternent des périodes de chômage, d'emplois précaires, d'inactivité et de diverses combinaisons d'études et d'emploi. Ces transitions sont affectées non seulement par l'instabilité structurelle du marché du travail, mais également par l'exploration de diverses manières d'« être jeune » (Jacinto et Chitarroni, 2010). Des travaux empiriques soulignent aussi le caractère transitoire de la situation des NINI chez les jeunes lors de la période de suivi (Comari, 2015). De plus, rien ne semble confirmer qu'il s'agit d'une caractéristique reliée à une génération spécifique puisqu'on retrouve des proportions similaires de personnes ni aux études ni en emploi parmi les adultes en Argentine (Comari, 2015).

Une autre approche met l'accent sur la différenciation par âge de cette situation à l'intérieur même du groupe des jeunes, et les conséquences de cette différenciation sur les droits et les politiques publiques associées (Negrete Prieto et *al.*, 2013): le groupe des 15 à 17 ans semblerait avoir le droit d'être à l'école et les politiques éducatives de persévérance semblent donc évidentes, tandis que le groupe des 18 ans et plus commence à assumer d'autres responsabilités, dont celles au sein du foyer, pas toujours soutenues par les dispositifs. Ce dernier groupe pose donc des défis aux politiques publiques en ce qui concerne la création des dispositifs publics de soin, de soutien à la poursuite scolaire au niveau postsecondaire et/ou la formation permanente et d'accompagnement vers des « emplois décents » (OIT, 2013).

Certaines organisations internationales commencent à revisiter également leur positionnement. Par exemple, dans un document récent, la CEPAL appelle à dépasser le stigmate construit autour de la génération dite NINI, soutenant que cette catégorie cache les conditions d'émergence des positions sociales et simplifie la compréhension de la diversité des situations d'occupation de ces personnes (CEPAL, 2015). Un autre document, de la BID cette fois, change l'orientation négative du discours, en se référant à la problématique des « jeunes SI-SI », à travers l'exploration d'expériences des jeunes ni en études ni en emploi mais insérés dans des organisations de la société civile et ses conséquences sur les processus de transition vers l'éducation et l'emploi (BID, 2014). Préoccupée par la détection des situations de vulnérabilité, l'OIT a pour sa part proposée en 2013 d'inclure également dans la catégorie ceux qui ne cherchent pas d'emploi, et de la rebaptiser « NININI » (OIT, 2013).

> « Ces transitions sont affectées non seulement par l'instabilité structurelle du marché du travail, mais également par l'exploration de diverses manières d'« être jeune ». »

En somme, le débat actuel à ce sujet en Amérique Latine tend à souligner que la catégorie n'avance pas la compréhension des situations critiques ni des enjeux liés à l'éducation et au travail, et qu'elle a plutôt été un instrument de stigmatisation de la jeunesse, basé sur le croisement d'indicateurs sans fondement théorique ni consistance empirique.

Références

CEPAL. (2014). *Panorama social de América Latina*. Santiago de Chile: CEPAL

CEPAL. (2015). *Infografía* http://www.cepal.org/es/infografias/jovenes-que-no-estudian-ni-estan-empleados-en-america-latina-y-el-caribe

Comari, C. (2015). *Examen de validez teórica e empírica del concepto "jovenes NINI" o "generación NINI" en la Argentina del Siglo XXI.* Tesis del doctorado. - 1a ed. - Ciudad Autónoma de Buenos Aires, Instituto Nacional de Estadística y Censos – INDEC.

D'Alessandre, V. (2013). "Soy lo que ves y no es. Adolescentes y jóvenes que no estudian ni trabajan en América Latina". *Cuaderno* Nº17, SITEAL/ UNESCO – IIPE OEI.

Feijoo, M. (2015). "Los Ni-NI. Una visión mitológica de los jóvenes latinoamericanos", *RedEtis, Tendencias en foco 30,* IIPE-UNESCO

Jacinto, C. y Chitarroni, H. (2010). "Precariedades, rotación y movilidades en las trayectorias laborales juveniles", *Estudios del Trabajo,* Buenos Aires, ASET, 39 (40), 5-36.

Márquez, R. (2013)." Los jóvenes "NINI" en el medio rural". *Revista Iberoamericana para la Investigación y el Desarrollo*, 11, julio-diciembre, 14.

Negrete Prieto, R. et Leyva Parra, G., (2013). "Los NINIs en México: una aproximación crítica a su medición". *Revista internacional de estadística y geografía*. Instituto Nacional de Estadistica y Geografía, 4, enero-abril 2013

OIT (2013). *Trabajo Decente y juventud en América Latina.* Políticas para la acción. Lima, OIT

Sánchez, M., Biehl, M., Sabra, M., Fazio, M., Moreno, M., Arroyo, D., et Posada, C.(2014). *Los jóvenes Sí-Sí: Experiencias y aprendizajes de Organizaciones de la Sociedad Civil para la transición de los jóvenes entre educación y trabajo.* Nueva York: BID

La catégorie des jeunes NEEF: limites et promesses

JACQUES HAMEL
Professeur, Université de Montréal

Les NEEF sous le coup de la vigilance épistémologique

Voilà plus de trente ans, Bourdieu (1986), inquiet des enquêtes sociologiques conduites sur la jeunesse, notait pertinemment que, avant même de les entreprendre, les sociologues devaient s'obliger à se demander *qui* sont les jeunes ciblés dans leurs études et du même coup *qui* ils sont, comme chercheurs, face à leurs éventuels vis-à-vis invités à collaborer à leurs entreprises. En d'autres termes, la vigilance épistémologique consiste chez lui « à essayer de produire une connaissance des instruments de connaissance à travers lesquels les chercheurs connaissent le monde social des [jeunes] » (Bourdieu, 1986, p. 231), notamment les catégories mises en œuvre dans leurs analyses pour en rendre compte.

Que désigne la notion de jeunes NEEF ?

Un bref survol des définitions associées aux jeunes NEEF montre d'abord que l'expression ne correspond nullement à une notion digne de ce nom, puisque, loin d'être univoque, elle recouvre une foule de définitions différentes selon qu'elle soit conçue sous l'optique théorique ou aux fins pratiques que sous-tendent les indicateurs de performance ou les statistiques sociales utiles à l'administration publique ou à la bureaucratie gouvernementale.

L'acronyme NEEF découle du terme anglais NEET (« *neither in employment, education or training* ») qui désigne, on le sait, les jeunes de 15 à 29 ans qui ne sont *ni aux études, ni en emploi, ni en formation* et, de ce fait, « n'accumulent pas de capital humain par les moyens traditionnels que sont l'éducation, la formation et l'emploi » (Demers, 2013, p. 2). Sous ce chef, au Québec, pour des raisons d'études statistiques, la catégorie NEEF englobe essentiellement les personnes au chômage et les personnes inactives sans raisons précises. En Europe, par contraste, la même catégorie inclut aussi les personnes reconnues non disponibles, comme celles qui ont des responsabilités familiales ou qui sont malades. Elle regroupe également les personnes dites désengagées, c'est-à-dire soit des personnes ne cherchant pas d'emploi, soit les personnes qualifiées NEEF *volontaires* comme celles qui voyagent ou qui sont activement engagées dans des activités comme l'art, la musique, le bénévolat et les expériences d'auto-apprentissage. Au Japon, dans les journaux, la catégorie désigne « la part de plus en plus importante des jeunes exclus ou vivant délibérément en dehors de tout système social » (Houdassine, 2014, p. 2) et qui sont considérés de ce fait comme de « véritables parasites sociaux ».

Les ratés de la notion sur le plan théorique

Si la notion semble au premier abord équivoque et fragile, elle parait néanmoins utile en pratique pour pouvoir envisager les jeunes apparemment en panne d'intégration sociale du fait qu'ils sont *ni aux études, ni en emploi, ni en formation*. La sociologie ne se fait toutefois pas faute de montrer la relativité de cette conception de l'intégration sociale qui, fondée sur la formation à l'école et sur l'emploi, s'est affermie durant la période des *Trente Glorieuses* (Fourastié, 2011) aujourd'hui révolue. En effet, l'*american way of life* qui s'est formé au lendemain de la Seconde guerre mondiale a connu ses premiers ratés dès la crise du pétrole de 1973 qui a largement contribué à l'éclatement du travail salarié et du même coup de la « société salariale ». À cet égard, la sociologie de la jeunesse s'est d'ailleurs vue forcée de rectifier le tir pour pouvoir expliquer les jeunes d'aujourd'hui. En effet, voilà trente ans déjà, Olivier Galland s'est fait fort d'expliquer la jeunesse en théorie, en proposant de la concevoir à l'inverse de l'âge adulte correspondant dans son esprit à l'autonomie et à la responsabilité contraires à ce qu'est être jeune. Sur le plan théorique, la jeunesse correspond au franchissement *successif* des quatre bornes que sont, dans l'ordre, la fin des études, l'insertion dans le marché de travail, le départ du foyer familial et la formation d'un couple. Après les avoir franchies continument et sans interruption temporelle, la jeunesse prend fin et tout individu, peu importe son âge, peut être considéré en théorie comme adulte et intégré à la société. Au grand dam de son auteur, la théorie a fait naitre une représentation de la jeunesse en vertu de laquelle les jeunes entrent dans la vie adulte et s'insèrent dans la société en passant sans accroc et sans arrêt d'une borne à l'autre. Sur la base de cette théorie, impossible d'imaginer des jeunes sujets à être ni à l'école, ni en emploi, ni en formation. Si, on le sait, Galland a fait marche arrière en la matière à la lumière de ses récentes enquêtes en reconnaissant de bonne grâce que les trajectoires biographiques des jeunes sont réversibles et loin d'être continus en termes temporels, la conception de la jeunesse issue de la première formulation de sa théorie reste toujours vivante.

La catégorie NEEF ne manque pas, dans ces conditions, de prendre une valeur péjorative en vertu de laquelle les jeunes ni à l'école, ni en emploi ni en formation peuvent être envisagés comme parasites sociaux non plus dans les journaux, comme au Japon, mais sous l'égide de la théorie sociologique susceptible de féconder l'explication de la jeunesse.

Pour une conception positive des jeunes NEEF

Or, de nos jours, les jeunes sont légion à s'accorder une année sabbatique, à enfreindre les obligations de la vie adulte, à s'accorder une année sabbatique, à mettre un sac à dos et partir à l'aventure et à se livrer à des activités non salariées. À l'époque où elle présidait le Conseil supérieur de l'éducation (1997), la sociologue Céline Saint-Pierre (2001) avait déjà identifié la tendance en invitant le gouvernement d'alors à considérer que voyager sous l'égide de l'aide humanitaire, être bénévole, agir comme aidant naturel ou jouer le rôle d'animateur communautaire sans être rétribué correspondaient à des activités citoyennes que l'État québécois devrait officiellement reconnaître comme capital humain distinct de celui que représente être à l'école, au travail ou en formation.

Dans cette voie, il paraît opportun de concevoir *positivement* les jeunes NEEF comme le fait Patrick Cingolani (2014), qui écrit à ce propos, dans l'intention d'expliquer les jeunes d'aujourd'hui sous l'optique de l'individualisation responsable d'une volonté ferme à déroger aux normes ambiantes :

> La jeunesse depuis la fin du XXe siècle est massivement passée à un modèle d'expérimentation "qui laisse une place beaucoup plus grande à l'autodéfinition de soi et de sa place dans la société". Ce modèle a multiplié les hybridations du travail et de l'activité [distincte du travail régulier], du travail et du loisir, en lien avec les intermittences et les discontinuités qui ont sa faveur… Dans cette temporalité transitionnelle, de plus en plus présente au sein de la jeunesse, la vie ne se résume plus au cadre normatif de la société salariale… mais se constitue par un empilement d'activités parallèles ou consécutives afin que ces jeunes hommes et ces jeunes femmes aient les moyens de faire ce qui leur plaît et ce qui leur apparaît — fut-ce en se berçant d'illusions — comme une certaine forme d'excellence liée à leur propre personne. (Cingolani, 2014, p. 35-36)

> « Le besoin d'être acteur, devenu irrépressible chez les jeunes, se manifeste en cherchant à se doter de qualités distinctes dans l'intention de les exhiber afin de pouvoir être soi-même. »

En guise de brève conclusion : sur la piste de l'explication sociologique des jeunes NEEF

Il importe pour conclure d'*expliquer* les jeunes que l'on associe, à tort ou à raison, à la catégorie NEEF. Le rapide portrait fait de cette jeunesse, sous ses traits positifs et péjoratifs, s'explique à la lumière de l'individualisation à l'œuvre dans les sociétés actuelles. Sous cette notion, les jeunes sont conçus comme des individus enclins à agir par soi-même et de leur propre chef. La tendance correspond à ce que Touraine (2014, p. 321-322) préfère appeler la *subjectivation*, qu'il associe « à une montée vers soi-même comme porteur de droits » née de la « confiance en soi et en l'être humain en même temps que de l'opposition à tous les obstacles sociaux et politiques à la réalisation de soi ». Selon lui, la subjectivation en vigueur crée le « besoin d'être acteur » capable par exemple de remédier au « mal de la jeunesse moins liée au désir d'acquisition de nouveaux biens qu'à la perte d'identité et au sentiment qu'éprouvent les jeunes d'être privés *du droit d'être les acteurs de leur propre vie* » (soulignée de l'auteur, p. 125). Le besoin d'être acteur, devenu irrépressible chez les jeunes, se manifeste en cherchant à se doter de qualités distinctes dans l'intention de les exhiber afin de pouvoir être soi-même ou plus exactement avoir *droit* d'être soi-même. En toute hypothèse, est-on fondé à penser qu'être NEEF correspond à une qualité, en voie de devenir une valeur, permettant aux jeunes d'être distincts de l'âge adulte amalgamé à la vie en société sous le signe de la continuité contraire à la flexibilité et à la précarité de leur vie en vertu de laquelle ils sont sujets à être NEEF pour le meilleur comme pour le pire ?

Références

Bourdieu, P. (1986). « De quoi parle-t-on quand on parle du « problème de la jeunesse »». Dans Annick Percheron et François Proust (dir.) *Les jeunes et les autres, Vaucresson* (pp. 229-234). Centre de recherche interdisciplinaire de Vaucresson

Cingolani, P. (2014). *Révolutions précaires. Essai sur l'avenir de l'émancipation*, coll. L'horizon des possibles, Paris, La Découverte.

Conseil supérieur de l'éducation (1997). *L'insertion sociale et professionnelle, une responsabilité à partager*. Québec, Éditeur officiel du Québec.

Demers, M. (2013). *Les jeunes qui ne sont ni au travail ni aux études : une perspective québécoise.* Québec, Institut de la statistique du Québec.

Fourastié, J. (2011). *Les Trente glorieuses*, coll. Pluriel. Paris, Éditeur Fayard.

Houdassine, I. (2012). « La NEET Génération », *Forces,* 171. http://www.magazineforces.com/node/254

Saint-Pierre, C. (2001). « L'insertion professionnelle et citoyenne des jeunes au Québec ». Dans Laurence Roulleau-Berger et Madeleine Gauthier (dir.), *Les jeunes et l'emploi dans les villes d'Europe et d'Amérique du nord* (pp. 57-70). Paris, Éditions de l'Aube.

Touraine, A. (2014). *La fin des sociétés*, coll. La couleur des idéesà. Paris, Seuil.

Les « NEETS » : une déconstruction sociologique

CÉCILE VAN DE VELDE
Professeure, Université de Montréal

Qui se cachent derrière les « NEETS » ou les « NEEFS », ces jeunes « ni en emploi, en études ou en formation » ? Cette catégorie a émergé depuis quelques années dans les statistiques publiques, avec pour objectif de compléter et d'élargir les indicateurs de chômage des jeunes (Furlong, 2006). Elle répondait initialement à une inquiétude suscitée par l'augmentation rapide, dans la plupart des sociétés occidentales, des jeunes adultes échappant aux radars statistiques, c'est-à-dire sans « occupation » sociale aisément identifiée et identifiable. S'ils ne sont pas là où on les attendait *a priori*, à savoir soit en formation ou en emploi, où sont-ils ? Ce regroupement des « sans », des « incasables », a rapidement été associé à un nouveau paradigme, celui des nouvelles « vulnérabilités » émergentes au sein des parcours de vie juvéniles (Cuzzocrea, 2014, Mascherini *et al.*, 2015).

Par sa structure additionnelle et inversée, cette catégorie appelle une première déconstruction critique : elle rassemble différents états, souvent transitoires au sein des parcours de vie – chômage, congés parentaux, multiples formes d'inactivité non étudiante –, qu'elle fige sous le même libellé. Elle regroupe donc des populations par définition hétéroclites. Elle révèle en premier lieu la difficulté actuelle de nos appareils statistiques à mettre des visages tangibles sur ces jeunesses et à capter avec précision les dynamiques de nos parcours de vie : s'ils sont hors de nos radars, c'est d'abord la qualité de nos radars statistiques qu'il faut interroger. Mais plus profondément, cette catégorie est porteuse de normes et de représentations sociales spécifiques, qui révèlent en creux les nouvelles exigences pesant désormais sur cet âge de la vie. Si on mesure les jeunes sans occupation socialement attendue, c'est qu'à l'inverse, à cet âge-là, il faut désormais être « occupé ». En soi, la catégorie porte une injonction à « être » quelque part, à avancer continuellement dans les voies socialement tracées de l'éducation et de l'intégration. On peut ainsi y lire l'extension, sur le temps de la jeunesse, de la pression néolibérale au projet, à l'occupation sociale, au temps productif et « utile ».

Reste que ce taux, certes abstrait et hétéroclite, connaît une augmentation sensible – même si contrastée – dans la plupart de nos sociétés, en particulier depuis 2012 (Carcillo *et al.,* 2015, Mascherini *et al.,* 2015). Au sein des débats publics et médiatiques, elle s'incarne dans des figures dominantes particulièrement diversifiées d'une société à l'autre, que ce soit les *hikikomori* au Japon – ces adolescents en retrait chez leurs parents, issus plutôt de milieux éduqués et favorisés (Fansten, Figuerido, 2015) –, des chômeurs de longue durée et peu diplômés en Europe, de jeunes décrocheurs vivant à la marge en Amérique du Nord… Au-delà de cette apparente hétérogénéité, de quoi cette augmentation transversale est-elle le nom? Cette construction statistique est-elle réellement dépourvue de sens sociologique? Un tel questionnement invite à interroger plus avant les différents visages internationaux des « NEETS » et à conduire une analyse sociologique des différentes expériences vécues de « retrait » présumé, afin de pouvoir en déterminer à la fois les traits communs et les inégalités internes.

Dans cette intention, nous mobilisons une enquête comparative menée par récits de vie sur des jeunes âgés de 18 à 35 ans environ, sur un échantillon principalement urbain -conduit à Madrid, Montréal, Santiago, Paris, ainsi que dans certaines de leurs banlieues- mais socialement élargi : il comprend, dans chacune de ces villes, à la fois des jeunes étudiants, des jeunes salariés, et des jeunes dits « NEETS», inscrits dans différentes formes de recherche d'emploi ou d'inactivité. Cette ouverture sociale permet d'interroger les spécificités éventuelles de leurs expériences comparativement aux autres jeunes adultes (en formation ou en emploi), tout comme de faire émerger les principales lignes de différenciation internes. De plus, les récits de vie marqués par une expérience passée d'inactivité ou de chômage ont également été analysés. Au final, ces jeunes dits « NEETS » forment une partie non négligeable de l'échantillon comparatif : plus d'une centaine de récits de vie sont concernés. Mais rappelons que cet échantillon n'a aucune vocation statistiquement représentative sur la catégorie des « NEETS », et ne peut en aucun cas embrasser l'ensemble des situations potentielles qu'ils peuvent recouvrir –notamment en monde rural.

Or, de toutes ces expériences, un trait commun émerge : au-delà de leur irréductible hétérogénéité, elles renvoient fondamentalement aux tensions et contradictions du « choix » contemporain, particulièrement aiguisées pour ces jeunes générations. Celles-ci se voient de plus en plus prises en étau entre une injonction à « devenir soi » et une difficulté croissante à s'y conformer. On peut y lire une contradiction croissante entre l'invitation néolibérale au projet continuellement renouvelé au sein de

« Cette catégorie révèle en premier lieu la difficulté actuelle de nos appareils statistiques à mettre des visages tangibles sur ces jeunesses et à capter avec précision les dynamiques de nos parcours de vie. »

chemins de vie individualisés, et la difficulté à faire vivre ce « projet de soi » dans la compétition éducative et socio-professionnelle. Elle se traduit par différentes expériences d'ajustement - pauses ou arrêts, attentes ou de recherches-, plus ou moins longues, et plus ou moins choisies. Ces expériences d'ajustement se clivent principalement selon deux variables : d'une part, l'horizon temporel dans lequel elles s'inscrivent — autrement dit leur durabilité—, et d'autre part, le rapport individuel et subjectif à ces expériences, vécues comme subies ou choisies.

« Alternatives », « suspensions » et « impasses » : par la combinaison de ces variables, nous distinguons ici trois types d'expériences de « NEETS ». Le premier type d'expérience, l'« *alternative* », s'apparente à une mise en marge durable et volontaire du « système » : cette expérience de bifurcation se distingue d'abord par une volonté de sortir des sentiers battus, pour un temps long et à durée indéterminée, sans perspective annoncée de retour. Dans notre échantillon, il s'agit ici d'une expérience minoritaire mais émergente, qui se retrouve principalement, mais pas exclusivement, chez des jeunes adultes issus des classes moyennes, et des individus ayant suivi au moins temporairement des études supérieures.

Une seconde expérience, la « *suspension* » correspond davantage à un retrait transitoire des occupations socialement attendues — formation ou emploi —, avec l'objectif de se réengager, à court ou moyen terme, dans une autre occupation sociale. C'est alors la rhétorique d'une « *pause* » ou d'une « *transition* » qui domine, présentée comme nécessaire à un changement de vie. En quelque sorte, il s'agit d'une indétermination à durée déterminée. Majoritaire dans notre échantillon — et ce dans chacune des villes analysées —, ce type d'expérience englobe bien entendu la recherche d'un emploi nouveau, mais elle comprend également tout un panel d'expériences d'inactivité initiées par l'individu : arrêt temporaire des études et de l'emploi sous la forme de congés parentaux, de voyages d'un an ou de quelques mois, d'un investissement bénévole, ou encore temps de retrait chez soi ou chez ses parents.

Enfin, une dernière expérience des « NEETS » correspond à un retrait apparent de la vie éducative ou professionnelle, s'étalant dans la durée, lorsqu'une phase d'attente prolongée se mue en trajectoire d'enlisement et d'impasse sociale subie. Des trois types d'expérience, celle-ci renvoie le plus directement à la vulnérabilité sociale.

Notons que les frontières entre ces trajectoires sont poreuses, et que les expériences de l'impasse peuvent constituer l'aboutissement d'expériences d'alternative ou de suspension qui se sont prolongées puis retournées en épreuve individuelle. C'est ici beaucoup plus clairement la rhétorique du non-choix qui domine, que ce soit face à un désajustement durable au marché ou au système scolaire, face à des aspirations non comblées, ou tout simplement face à la difficulté à définir un projet d'études ou d'emploi.

« Je voudrais que quelqu'un m'attende quelque part » : dans ses formes les plus vulnérables, le phénomène « NEETS » nous dévoile, par l'extrême, l'expérience moderne du temps en régime néolibéral.

> « On peut y lire une contradiction croissante entre l'invitation néolibérale au projet continuellement renouvelé au sein de chemins de vie individualisés, et la difficulté à faire vivre ce « projet de soi » dans la compétition éducative et socio-professionnelle. »

Il nous invite à une autre lecture des injonctions contradictoires qui traversent aujourd'hui nos parcours de vie, particulièrement au sein des jeunes générations. Car au fond, alors même que la société ne les attend pas toujours, ils se doivent d'être « occupés » socialement. En somme, derrière les « NEETS » se dessine la difficulté du travail d'ajustement individuel — plus ou moins aisé, plus ou moins long — entre la construction d'un soi et la construction d'une place sociale : en ces temps de récession ou de croissance ralentie, la mise en coïncidence des aspirations individuelles et des places sociales devient de plus en plus ardue, alors même que ce temps et ce travail d'ajustement est à la charge de l'individu. Cette catégorie des « NEETS » nous dit davantage des tensions sociales qui marquent aujourd'hui nos parcours de vie, que des jeunes adultes eux-mêmes.

Références

Carcillo, S., Fernández, R., Königs S., et Minea, A. (2015). *NEET Youth in the Aftermath of the Crisis: Challenges and Policies*, OECD Social, Employment and Migration Working Papers, No. 164, OECD Publishing, Paris.

Cuzzocrea, V. (2014). "La catégorie des Neet: quel avenir?", in Conseil de l'Europe, *Points de vue sur la jeunesse, 2020, quelles perspectives*, (pp. 73-87) Conseil de l'Europe.

Fansten, M. et Figueirido C., (2015). « Parcours de hikikomori et typologie du retrait », *Adolescence*, 33 (3), 603-612.

Furlong, A. (2017). « The zone of precarity and discourses of vulnerability : NEET in the UK », *The Journal of Social Sciences and Humanities*, 381, 101-121.

Mascherini, M. Ludwinek, A., et Ledermaier, S. (2015). *Social inclusion of young people*, Eurofound Publications.

Itinéraire institutionnel et parcours individuel non standardisé. Synthèse et perspectives de recherche

DANIEL MERCURE
Professeur, Université Laval

Très bien organisé par N. Gallant et M.-E. Longo, cette journée d'étude de l'Observatoire Jeunes et Société a permis de nous interroger sur un cas particulier de parcours de jeunes désigné par l'acronyme NEFF, soit celui marqué par l'absence simultanée de participation à trois formes d'intégration organique : emploi, étude, formation. À mon sens, les échanges autour de ce thème ont soulevé deux grandes questions : que comporte cette catégorie, et que nous permet-elle de dire de notre société, y compris évidemment des jeunes en difficulté ?

Les diverses interventions dans ce colloque tendent à montrer que la catégorie statistique NEFF, soit les jeunes sans emploi, ni aux études, ni en formation, repère certes un espace social à haut risque, mais véhicule aussi une conception institutionnalisée de l'intégration, en plus d'être fort polysémique du point de vue empirique (Hamel), puisqu'elle désigne aussi bien une jeune mère qui a clairement décidé de ne pas participer au marché du travail afin de se consacrer entièrement à ses enfants, que des jeunes marginaux qui ont des difficultés sociales majeures. Si la catégorie témoigne d'une forme particulière d'intégration (Fontaine) surtout associée, dans le cas présent, à la citoyenneté de l'emploi (Loncle), et si en outre elle manque de contextualisations, par exemple au regard des lieux de vie (Albério), reste que cette catégorisation a le mérite d'attirer de nouveau notre attention sur la vulnérabilité d'un fragment important de jeunes stigmatisés par la pauvreté et largement exclu du tissu social (Lechaume) : ceux qui sont sous-diplômés (Bourdon), ceux sans emploi ou à statut précaire dont l'horizon informationnel est limité, souvent en raison d'un réseau relationnel trop circonscrit (Supeno), ceux aux prises avec des problèmes de santé mentale et soumis à l'injonction d'être comme les autres (Gauthier), ou encore ceux chez qui on trouve une forte tension entre le capital culturel et le projet de vie, d'où une déviation des choix de vie, qui est plus qu'un déclassement (Van de Velde).

> « La question de fond n'est ni statistique, ni institutionnelle. C'est celle de leur autonomie et de leur contribution au vivre ensemble. »

Bref, cette catégorie, essentiellement statistique et synchronique, oriente notre regard en direction d'un agrégat d'individus qui vivent, ou sont susceptibles de vivre, une situation sociale de vulnérabilité, ce qui est évidemment pertinent. En fait, elle témoigne tout autant d'un vécu social que d'un cadrage social du vécu. Celui-ci relève d'une conception de l'intégration selon un modèle qui, même s'il n'est pas nécessairement linéaire, reste marqué par des étapes, inclut implicitement des injonctions à la conformité et s'avère sceptique envers les parcours non standardisés. J'ajoute qu'à mon sens, l'injonction à la source de cette conception comporte elle-même une forte ambiguïté qui, au demeurant, pourrait être à l'origine d'un éventuel colloque sur les classements institutionnels. Car ce qui est signifié dans le non-dit institutionnel, c'est, je crois, à peu près ceci : « Jeunes de tous les milieux, vous vivrez un parcours, et non une carrière, un parcours dans lequel il n'y a plus vraiment de trajectoire, cependant qu'il y a un itinéraire à suivre »… « N'ayez pas un parcours sans itinéraire pour faire face à un monde sans trajectoire ». Le risque de perdre de vue la dynamique d'expérimentation de vie propre aux jeunes est bien réel, même si l'ambition première de telles injonctions est d'éviter que la dynamique en question ne se traduise en dépendance sociale plutôt qu'en autonomie personnelle accrue.

Comment aller plus loin afin de comprendre les parcours sans trajectoire de jeunes qui ne s'inscrivent pas dans un itinéraire? Autrement dit, et c'est la question qui m'habite, comment approfondir notre connaissance de ce qui est implicitement questionné par cette catégorisation formelle? Brièvement, trois axes me semblent importants à considérer. D'abord, circonscrire l'ethos de vie et du travail des jeunes en difficulté, afin de mieux comprendre la centralité absolue et relative de ce qu'ils élaborent et font, et aussi, de mieux repérer les finalités vécues et souhaitées. C'est évidemment l'intégration en emploi qui préoccupe, avec raison, la lecture institutionnelle. Or, cette intégration repose, du moins dans sa partie subjective, sur l'ethos du travail, lequel est toujours adossé à un ethos de vie. Déchiffrer ce dernier, c'est comprendre l'itinéraire subjectif dont la manifestation objective peut être cauchemardesque, dans la mesure où elle est susceptible de conduire à une forte dépendance sociale. Ensuite, mieux examiner leur temporalité, qui est souvent en tension avec le temps social, parce que transitionnelle, mais dont les éléments positifs sont ce sur quoi il est possible tabler. À mon sens, le rapport au temps des jeunes est plus structurant de leur avenir que leur rapport à l'espace. La

mobilité est un cadre temporel avant d'être une construction spatiale, ce qui est particulièrement vrai de l'entrée des jeunes dans le monde du travail, phénomène que j'associe à un fait social total (Mercure, 2007). Enfin, étudier en profondeur la nature des liens sociaux et des isolements sociaux, depuis les formes de sociabilité jusqu'aux réseaux, afin de délimiter leur empan social et celui de leurs aspirations.

Pourquoi étudier les jeunes en difficulté ou susceptibles de l'être selon ces trois axes complémentaires? Tout simplement parce que la question de fond n'est ni statistique, ni institutionnelle. C'est celle de leur autonomie et de leur contribution au vivre ensemble. Il s'agit surtout d'œuvrer à accroître leur «agencéité», autrement dit favoriser l'essor dans leur conscience d'une structuration des possibles sans enfermer leur latitude individuelle, quitte à favoriser des sentiers transversaux. Encore faut-il les rejoindre, et surtout leur donner le goût de se joindre à nous.

Références

Mercure, D. (2007). « Les jeunes et le travail : un fait social total », dans M. Vultur et S. Bourdon, *Les jeunes et le travail* (pp. 283-303). Québec : PUL, coll. Regards sur la jeunesse du monde.

Dépasser les limites d'une catégorisation politique

MARÍA EUGENIA LONGO ET NICOLE GALLANT
Professeures, INRS

Les textes qui précèdent mettent en évidence l'imprécision de la catégorie statistique et administrative de jeune « NEEF »; il s'agit d'une catégorie ambivalente qui de surcroît met en exergue une série d'enjeux de société relatifs au regard posé sur les jeunes. Ce sont ces deux aspects que nous tenterons de synthétiser dans les prochaines lignes.

À partir d'une recension de 180 écrits principalement scientifiques mais aussi des rapports d'organismes internationaux, on note que la notion est très jeune et que le débat est majoritairement anglophone, notamment britannique.

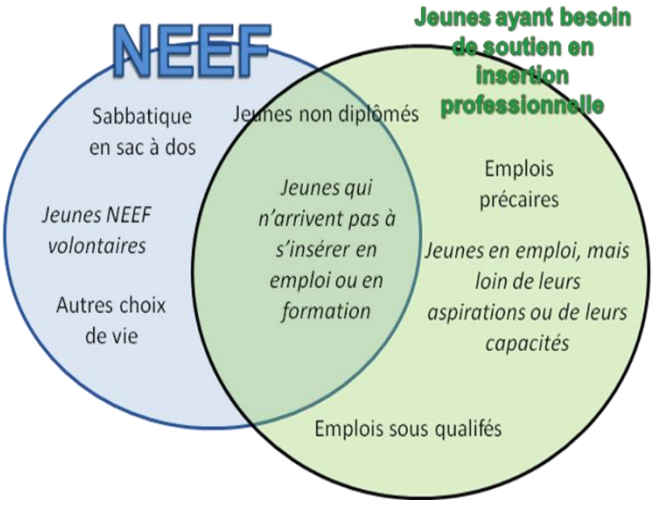
En effet, cette catégorie apparaît au Royaume-Uni en 1999 comme une mesure alternative au taux de chômage, au moment où l'âge minimal d'éligibilité aux prestations de chômage est augmenté (produisant ce que Furlong a appelé une « abolition officielle du chômage des jeunes », qui ne règle pourtant pas les problèmes d'insertion). La catégorie est ensuite rapidement adoptée, avec des définitions variables, par les organismes internationaux et étatiques, d'abord en Europe, puis dans l'ensemble des pays développés, même si cette diffusion ne correspond que très partiellement à la croissance statistique de ce groupe. Au départ, l'Eurofond se réfère à cinq sous-ensembles : chômeurs, personnes non disponibles par maladie ou responsabilités familiales, désengagés, chercheurs d'opportunités, NEEF volontaires qui voyagent ou s'engagent dans d'autres activités que le travail et la formation. Pourtant, les analyses postérieures mesurent souvent seulement les chômeurs et les inactifs.

Au Canada, un premier portrait des jeunes NEEF est réalisé en 2012 pour la période de 1976 à 2011, d'emblée avec l'intention de mesurer les différentes catégories de NEEF, en essayant de montrer que ces jeunes n'ont pas un comportement improductif. Au Québec, depuis 2014, l'Institut de la Statistique l'intègre dans son portrait de la jeunesse, tout en signalant que le nombre des NEFF a diminué depuis 35 ans.

Ambivalences

La catégorie NEEF répond de manière ambivalente aux enjeux sociaux et préoccupations qui émergent des recherches des dernières décennies sur le passage des jeunes à l'âge adulte (précarité, inégalités, déstandardisation des transitions, etc.).

a) Qui trop embrasse, mal étreint : La première ambivalence de la catégorie réside dans le fait qu'en même temps qu'elle tend à être plus inclusive et à intégrer les personnes exclues de la population active par découragement ou ceux qui se trouvent indisponibles pour des raisons diverses, elle reste trop agrégée pour décrire vraiment la variété tant des profils que des expériences objectives et subjectives. En outre, la catégorie passe à côté de formes d'intégration en emploi qui sont elles aussi caractérisées par de la précarité, de l'instabilité ou de l'insatisfaction. C'est ainsi qu'on se retrouve avec une catégorie formelle de « NEEF » (cercle bleu du schéma ci-dessous) qui non seulement englobe beaucoup plus de situations que celles visées par les politiques publiques (les jeunes NEEF relativement volontaires, dans la zone



bleu pâle ci-dessous), mais qui laisse également de côté une multitude de jeunes qui auraient pourtant tout autant besoin du soutien de l'État pour une véritable insertion professionnelle (les jeunes formellement en emploi mais dans des situations précaires ou loin des leurs aspirations ou de leurs capacités, dans la zone verte du schéma).

b) Transversalité des sphères de vie mais au prix d'une simplification : La deuxième ambivalence réside dans le fait que la catégorie des jeunes NEEF vise à prendre en compte différentes sphères de vie, comme le travail, l'éducation et d'autres activités (paradoxalement déclarées comme « inactivité »). Cependant, cette ambition prometteuse se heurte au risque de simplifier les situations dans chacune des sphères pour réussir une lecture d'ensemble. Ainsi, par exemple, la notion laisse de côté le principal problème rencontré par les jeunes sur le marché du travail, celui de la précarité et de l'instabilité.

c) Une photo ou un court-métrage dans un tournage de long terme : Une autre ambivalence est issue du fait qu'elle mesure une situation à un moment ponctuel pour caractériser la suite du parcours ou la situation du jeune lui-même. Figer les caractéristiques d'un parcours en fonction d'un seul moment de celui-ci va à l'encontre de la réalité sociale mouvante, non linéaire et changeante des parcours des jeunes aujourd'hui. Or, malgré des efforts de plus en plus nombreux pour la dynamiser, la catégorie reste pour le moment assez statique et temporellement limitée.

d)Internationalisation avec individualisation: Une autre ambivalence résulte de la rapide internationalisation de cette notion à partir du contexte anglais, mais vidée de ses spécificités sociales et sociétales, et sans qu'elle soit accompagnée d'une réflexion préalable sur ses limites pour d'autres contextes. La conséquence est une individualisation de la position des NEEF, qui fait abstraction de leurs caractéristiques sociales et qui confine les conditions sociales les sources des inégalités sociales à l'arrière-plan, alors que les statuts d'intégration sociale et d'insertion professionnelle y sont pourtant fortement liés.

> « […] quand on plonge au sein de cette catégorie avec des méthodes qualitatives, on (re)découvre de vielles figures « connues » des jeunes […] »

Dans le contexte canadien et québécois, des analyses ont justement montré que les conditions sociales des NEEF varient selon le sexe, l'âge et le niveau de scolarité (Marshall 2012; LaRochelle-Côté, 2013; Demers, 2013); que cet état semblerait transitoire dans certains cas, puisque les situations de chômage de longue durée ne sont pas fréquentes au Canada (Marshall, 2012) ; et que derrière l'étiquette d'« inactif », il existe toute une panoplie d'activités autres que le travail et la formation, également essentielles à la reproduction des familles, à la construction des parcours et des identités, et à l'exercice des choix de la part de individus (Marshall 2012; LaRochelle-Côté, 2013).

Des enjeux de société autour des jeunes

La catégorie NEEF reste aussi une notion inconfortable en raison de quelques implicites qui relèvent d'enjeux de société et de positionnements plus généraux sur le travail, l'exclusion sociale, la jeunesse, la précarité.

a) L'injonction « morale » au travail : Le premier enjeu est celui de la valorisation de la place d'un individu à partir de sa seule relation avec le monde du travail et de la production. L'injonction « tous au travail » et l'appel au « productivisme » surplombent la catégorie des NEEF. Sont donc proclamées : la centralité du travail comme valeur primordiale, comme devoir et comme l'unique idéal d'intégration sociale des jeunes, et ce, malgré un contexte où le marché du travail se caractérise par la segmentation et la précarité.

b) L'engagement individuel comme lutte contre l'exclusion sociale : Dans l'usage de la catégorie, une situation structurellement et socialement conditionnée comme celle des NEEF et ses reformulations (comme « idle youth ») est associée automatiquement à une disposition individuelle de retrait – subi ou volontaire – vis-à-vis de la société. L'exclusion sociale subie est alors interprétée comme du désengagement individuel, ce qui limite l'emprise de l'action gouvernementale.

c) La stigmatisation des jeunes générations : Malgré son invention pour contrer la connotation négative de l'expression *Status0*, l'acronyme NEEF reste stigmatisant. Il nomme par la négative une situation sociale, en caractérisant les jeunes par ce dont ils manquent. Ce manque – souvent provisoire – est interprété comme un défaut pour la cohésion sociale et donc une source potentielle de risque, tant pour les individus que pour la société.

d) La résistance juvénile à un système social contradictoire et précaire : Avis (2014) souligne que la catégorie NEEF vient dépolitiser et domestiquer le clair refus du travail de la part de certains jeunes, qui ne sont pas disposés à s'intégrer de manière subordonnée et marginalisée, précaire et instable, au marché du travail et qui résistent à faire partie de « l'armée de réserve des travailleurs ».

Mieux comprendre les sous-ensembles parmi les NEEF

Comment départager donc les réalités hétérogènes que la catégorie NEEF amalgame? En effet, quand on plonge au

sein de cette catégorie avec des méthodes qualitatives, on (re)découvre de vielles figures « connues » des jeunes déjà abordées par la recherche, telles que :

- les jeunes en situation de *chômage* (Gauthier, 2007) sont la figure la plus évidente;
- les *travailleurs précaires* (Fleury, 2009) ou *« découragés »* par la précarité de l'emploi;
- les jeunes qui interrompent leur formation ou en situation de *décrochage* (Moulin et *al.,* 2011);
- les jeunes *sans diplôme* (Mazalon et Bourdon, 2015);
- à l'opposé, les jeunes diplômés ou ceux ayant interrompu les études et qui prennent un « sabbatique » ou partent « *en voyage* » (Bourdon, 2010; Becquet et De Linares, 2005);
- *les jeunes diplômés* qui s'enferment chez eux ou se retirent du marché du travail (Chao et *al.,* 2015; Van de Velde, 2011);
- les jeunes *engagés* dans des mouvements ou dans des activités non marchandes (Gauthier, 2008);
- les jeunes *à l'aide sociale* (Grenier et *al.,* 2012);
- les jeunes en situation de pauvreté, « *à la rue* », ou *errants* (Gauthier et al., 2011)
- les jeunes – presque toujours des femmes – consacrés au *travail domestique* (D'Alessandre, 2014);
- les travailleurs non disponibles en raison de *problèmes de santé* (Golman-Mellor et *al.,* 2015);

Plusieurs des attributs soulignés par ces figures se superposent dans certaines études (jeunes mères pauvres en région, jeunes diplômés chômeurs mais engagés dans des projets communautaires, etc.).

Les jeunes NEEF ont donc une grande variété de positions qui dépassent leur simple lien avec le travail et la formation. Parmi eux :

a) La position de l'acteur peut: la position de l'acteur peut être tantôt active (par exemple des jeunes NEEF diplômés qui choisissent de réaliser des projets en-dehors de l'emploi et de la formation scolaire, tels qu'un voyage, un congé sabbatique, du bénévolat) ou tantôt subie (jeunes travailleurs précaires, à l'aide sociale, ou indisponibles par maladie, dont les marges de manœuvre semblent contraintes soit par des facteurs du contexte, de l'entourage et même de la biologie susceptibles d'échapper à la maîtrise de l'individu). Ces positions variées en tant qu'acteur de sa vie demandent des réponses politiques différentes.

b) Les expériences passées avec les institutions: les expériences passées et vécues avec les institutions (du marché du travail, de la formation, de la santé, de l'aide sociale, de sécurité, organisations à but non lucratif, organisations communautaires, etc.) interagissent avec les projections et les dispositions des jeunes. Par exemple, l'ensemble NEEF réunit statistiquement les jeunes de la rue, dont la police et l'aide sociale ont été leurs principaux contacts avec les institutions publiques, et les jeunes avec des études universitaires qui ont donc participé à diverses institutions scolaires formelles.

c) Le solde des expériences: le solde de ces expériences laisse entre les mains des jeunes des ressources (diplômes, apprentissages, compétences, savoir-faire, engagement, valorisation de soi, connaissance de milieux différents, reconnaissance sociale et de l'entourage, relations et contacts, appartenances, etc.) mais également des contraintes et désavantages (pauvreté, précarité, isolement, déqualification sociale, frustrations, colère, impuissance, stigmates, etc.). Par exemple, parmi les jeunes statistiquement classés comme des NEEF, cohabitent des expériences comme la richesse du relationnel de jeunes engagés dans un bénévolat et, inversement, l'isolement de jeunes femmes en région choisissant la maternité partiellement par manque de ressources publiques de garde d'enfants.

d) Les attentes: certaines études montrent que ce ne sont pas les aspirations professionnelles mais plutôt les attentes concrètes vis-à-vis des structures de formation et d'emploi qui varient selon le statut de NEEF. Varient aussi leurs réactions aux modèles disponibles de réussite sociale (épanouissement par le travail, professionnalisation, consommation, sécurisation), de même que la centralité relative qu'ils accordent au travail, à la formation ou à la sphère domestique, l'engagement militant ou la quête de soi. Par exemple, les jeunes qui interrompent leur formation remettent en question la linéarité des parcours scolaires; et les jeunes sans diplôme, le modèle de la diplomation comme seule source de reconnaissance des acquis et de l'expérience; la situation des jeunes de la rue et errants exprime les défaillances du modèle plus large d'intégration sociale.

e) Les besoins : Ces divers aspects mettent en évidence les besoins

> « Tous ces besoins, associés à des situations spécifiques du parcours, peuvent se cumuler simultanément ou progressivement ou se succéder au fur et à mesure que les jeunes avancent dans leur parcours. »

différenciés selon les sous-catégories des jeunes NEEF. Les vulnérabilités ne sont pas toujours construites sur des besoins financiers ou en compétences, mais également sur des besoins identitaires, psychologiques et de reconnaissance sociale (confiance et estime en soi, être acteur de sa vie, motivation, encouragement, orientation socioprofessionnelle, accompagnement, services spécialisés, temps, anonymat, reconnaissance sociale et institutionnelle, etc.). Tous ces besoins, associés à des situations spécifiques du parcours, peuvent se cumuler simultanément ou progressivement ou se succéder au fur et à mesure que les jeunes avancent dans leur parcours. En dépit de leur complexité, ils devraient néanmoins être intégrés dans les stratégies des gouvernements.

Ces éléments pourraient donc servir de grille d'analyse complémentaire aux statistiques, pour mieux cibler, par exemple, les populations qui demandent une intervention rapide et celles qui ont plutôt besoin d'un soutien progressif et à plus long terme; celles qui rencontrent des barrières objectives à la formation et à l'emploi et celles qui sont dans un processus davantage réflexif et personnel; celles qui traversent des difficultés dans d'autres sphères de vie et celles qui sont déjà dans une logique de formation et emploi même si celle-ci se trouve temporairement interrompue.

Références

Avis, J. (2014). « Comfort radicalism and NEETs: a conservative praxis. », *International Studies in Sociology of Education24* (3): 272-289. 10.1080/09620214.2014.943030

Becquet, V. et De Linares, C. (dir.). (2005). «Introduction». *In Quand les jeunes s'engagent. Entre expérimentations et construction identitaire,* p. 13-20. Paris: Harmattan.

Bourdon, S. (2010). « La nouvelle jeunesse étudiante, entre études, travail et temps libres ». In J. Hamel, C. Pugeault-Cicchelli, O. Galland et V. Cicchelli (dir.), *La jeunesse n'est plus ce qu'elle était.* (186-195). Rennes : Presses Universitaires de Rennes. 81-91.

Chao, M., Monini C., Munck, S., Thomas, S., Rochot J. et Van de Velde C. (2015). « Les expériences de la solitude en doctorat. Fondements et inégalités », *Socio-logos* [En ligne], 10 | 2015, mis en ligne le 15 juillet 2015, consulté le 02 mars 2016. URL : http://socio-logos.revues.org/2929

D'Alessandre, V. (2014). *Adolescentes y jóvenes que no estudian ni trabajan. El trabajo de cuidado como obstáculo a la escolarización y el desarrollo laboral de las mujeres.* Cuaderno *Nº20, SITEAL/ UNESCO – IIPE OEI*

Demers, M-A. (2013). « Les jeunes qui ne sont ni au travail ni aux études : une perspective québécoise », *Flash Info, Institut de la Statistique du Québec,* Février, 14 (1)

Fleury, C. (2009). « Allongement de la jeunesse et précarisation de l'emploi : un lien de causalité? », *Cahiers Canadiens de sociologie/Canadian Journal of Sociology,* 34 (2), p.283-312.

Gauthier, M. (2007*).* « De « jeunes chômeurs » à « jeunes travailleurs » : évolution de la recherche sur les jeunes et le travail au Québec depuis les années 1980 » dans Bourdon S. et Vultur M. *Regard sur les jeunes et le travail.* Québec : Les Presses de l'Université Laval, p. 23-50

Gauthier, M. (2008). « Les lieux de l'engagement », dans Madeleine Gauthier et Claude Laflamme (dir.), *Jeunes et dynamiques territoriales,* tome 2. Québec : Presse de l'Université Laval, p. 185-198.

Gauthier, M., Lacasse, A.-A. et Girard, M. (2011). *Portrait et études des besoins d'accompagnement de jeunes adultes dans les arrondissements La Cité-Limoilou et Les Rivières de la ville de Québec, Montréal : INRS (rapport de recherche). http://www.ucs.inrs.ca/sites/default/files/centre_ucs/pdf/Portrait_et_etude_11-10-31.pdf*

Goldman-Mellor, S., Caspi, A., Arseneault, L., Ajala, N., Ambler, A., Danese, A., Fisher, H., Hucker, A., Odgers, C., Williams, T., Wong, C. et Moffitt, T. *(2015).* « Committed to work but vulnerable: Self-perceptions and mental health in NEET 18-year olds from a contemporary British cohort. » *Journal of Child Psychology and Psychiatry and Allied Disciplines. doi: 10.1111/jcpp.12459.*

Grenier, S., Goyette, M., Turcotte, D., Mann-Feder, V. et Turcotte, M. (2012). « L'intervention de groupe pour soutenir le passage à la vie adulte des jeunes autochtones issus des centres jeunesse et de deux communautés. » *(French). First Peoples Child & Family Review,* 7(2), 148-159*.*

Larochelle-Côté, S. (2013). *L'instabilité d'emploi chez les jeunes travailleurs,* Document analytique, Février 2013 http://www.statcan.gc.ca/pub/75-004-m/75-004-m2013001-fra.pdf

Marshall, K. (2012). « Les jeunes qui ne sont ni étudiants ni employés », *L'emploi et le revenu en perspective,* vol. 24, no 2, 17 p. http://www.statcan.gc.ca/pub/75-001-x/2012002/article/11675-fra.pdf

Mazalon, É. et Bourdon, S. (2015). « Choix scolaires et obstacles à la participation des jeunes adultes non diplômés inscrits en formation professionnelle » In C. Villemagne et J. Myre-Bisaillon (dir.), *Les jeunes adultes faiblement scolarisés. Parcours de formation et d'accompagnement* (p. 165-184). Québec: Presses de l'Université du Québec.

Moulin, S., Doray P., Street, C., Laplante, B. et Kamanzi, C. (2011). « Intensité du travail salarié et abandon des études universitaires au Canada », *Recherches sociologiques et anthropologiques* [En ligne], 42-2 | 2011, mis en ligne le 21 juin 2012, consulté le 06 août 2014. URL : http://rsa.revues.org/723

Van de Velde, C. (2011). « « Indignés » : les raisons de la colère », *Cités 2011/3* (n° 47-48)